



Livret Financier

**Résultats financiers
au 31 décembre 2016**



مصرف المغرب
CRÉDIT DU MAROC

Toute une banque pour vous

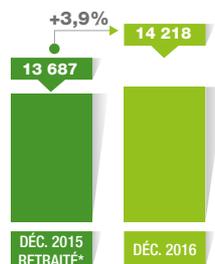
Résultats consolidés au 31 décembre 2016

CRÉDIT DU MAROC RÉCOLTE LES FRUITS DE SA STRATÉGIE

Net rebond des résultats financiers et poursuite de la dynamique commerciale soutenue par CAP 2020

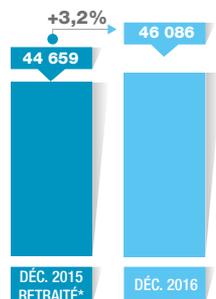
Le Conseil de Surveillance du Crédit du Maroc, présidé par Madame Saïda Lamrani Karim, a examiné lors de sa séance du 10 février 2017, l'activité et les comptes arrêtés au 31 décembre 2016 par le Directoire.

CRÉDITS IMMOBILIERS



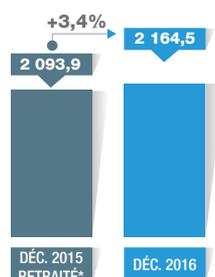
En millions de dirhams

DÉPÔTS CLIENTÈLE**



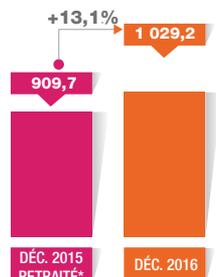
En millions de dirhams

PRODUIT NET BANCAIRE



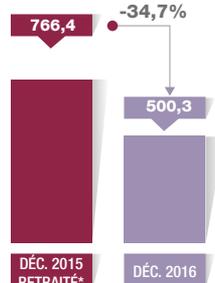
En millions de dirhams

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION



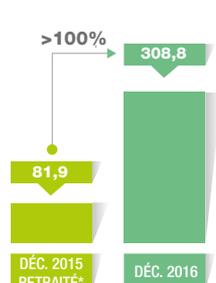
En millions de dirhams

COÛT DU RISQUE



En millions de dirhams

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE



En millions de dirhams

UNE ANNÉE SOUS LE SIGNE DE LA DYNAMIQUE COMMERCIALE

Au titre de l'année 2016, le Crédit du Maroc a généré une collecte bilan et hors bilan en progression de +3,2% à 46 086 millions de dirhams. Cette performance, accentuée par le développement du fonds de commerce, est portée, essentiellement, par la hausse des comptes à vue de +8,6% et celle des comptes d'épargne de +1,9%. S'ajoute à cela, les résultats remarquables de la collecte d'assurance-vie qui affiche une progression de +26,2%.

Les emplois clientèle totalisent 37 182 millions de dirhams et affichent une progression de +0,5%. Les Crédits aux Particuliers et Entreprises(*) enregistrent une hausse de +4,1% et se situent à 34 080 millions de dirhams. Ainsi, Crédit du Maroc continue de renforcer son ancrage dans le domaine du crédit immobilier dont les encours progressent de +3,9%. Les autres catégories de crédits confirment, également, cette tendance haussière et enregistrent des croissances de +6,8% pour le crédit à l'équipement et de +2,9% pour le crédit à la consommation.

2016 a représenté l'année de l'accélération des projets structurants et des nouvelles offres du Crédit du Maroc sur l'ensemble des marchés. Ainsi, la banque a été particulièrement active dans le financement de l'économie marocaine, à travers le lancement de campagnes commerciales d'envergure nationale telles que IMPOSTA7IL 2 pour le crédit immobilier à des taux très compétitifs, BELKHEF pour le crédit à la consommation et la campagne COMEX pour le Commerce Extérieur.

Par ailleurs, le Crédit du Maroc a lancé, dans le cadre de son partenariat avec Saham Assurance, sa nouvelle gamme d'assurance LIBERIS porteuse de plusieurs nouveautés et d'améliorations notables pour le client, dans le contenu des offres et la qualité de service.

DES RÉSULTATS FINANCIERS EN FORTE HAUSSE ET DES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ENCOURAGEANTES

Les résultats 2016 s'inscrivent en net rebond après une année 2015 marquée par des éléments exceptionnels défavorables. Dans un environnement économique caractérisé par une baisse tendancielle des taux d'intérêt et par une faible croissance des crédits, Crédit du Maroc parvient à se démarquer en inscrivant l'ensemble de ses indicateurs financiers, dans le vert à fin décembre 2016.

Ainsi, le produit net bancaire s'élève à 2 164 millions de dirhams en progression de +3,4%. Cette performance, dans le contexte actuel, résulte d'une bonne résistance de la marge d'intérêt qui progresse de +0,7% malgré le resserrement des taux, d'une marge sur commissions en hausse de +6,1% portée par un fonds de commerce élargi ainsi que par le développement de la bancassurance ainsi qu'une hausse de +34,8% du résultat des opérations de marché.

Pour leur part, les charges générales d'exploitation sont contenues à 1 135 MMAD, en recul de -4,1%. A ce niveau, le coefficient d'exploitation 2016 est ramené à 52,5% contre 56,6% une année auparavant. Pour rappel, les charges générales d'exploitation de l'année 2015 tenaient compte de l'impact du contrôle fiscal pour -79 millions de dirhams. En conséquence, le résultat brut d'exploitation s'adjuge un gain de +13,1% et se situe à 1 029 millions de dirhams.

Grâce à sa politique prudente et rigoureuse en matière de couverture des risques, Crédit du Maroc affiche, au terme de l'exercice 2016, une baisse des créances en souffrance et un coût du risque de 500 millions de dirhams en recul significatif de -34,7%, et ce, tout en portant le taux de couverture à 78%. A noter que les résultats intègrent l'impact des fermetures des représentations à l'étranger, conformément à la norme comptable IFRS5.

Le résultat net part du Groupe se hisse ainsi à 309 millions de dirhams au 31 décembre 2016, soit un niveau près de quatre fois supérieur à celui enregistré une année plus tôt.

Compte tenu des résultats financiers réalisés en 2016, le Directoire proposera à la prochaine Assemblée Générale la distribution d'un dividende unitaire de 10 dirhams contre 8 dirhams au titre de l'exercice 2015.

UNE ASSISE D'UN GROUPE DE DIMENSION INTERNATIONALE AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION DU CRÉDIT DU MAROC

A mi-parcours et en lien avec le projet d'entreprise élaboré par le groupe Crédit Agricole France, le plan stratégique du Crédit du Maroc « CAP 2018 » a été prolongé de deux ans. Tout en conservant les grandes orientations initiales, « CAP 2020 » ambitionne, sur la base de plusieurs chantiers mobilisateurs, structurants et capitalisant sur les innovations digitales, de poursuivre la transformation de la banque et son développement. Pour accompagner cette stratégie de développement, Crédit du Maroc a procédé, en décembre 2016, à une émission obligataire subordonnée de 500 millions de dirhams, sursouscrite plus de 39 fois.

Par ailleurs, le groupe Crédit Agricole France a adopté une nouvelle communication de marque pour accompagner son Projet Client dans le cadre de son plan à moyen terme « Ambition Stratégique 2020 ». A l'instar de sa maison mère, Crédit du Maroc adopte la nouvelle signature « Toute une Banque pour vous » et se positionne en tant que « vrai partenaire au quotidien » pour ses clients.

(*) Cet agrégat correspond aux Crédits Habitat, Crédits à la Consommation, Crédits Court Terme et Equipement.

À propos du Crédit du Maroc

L'histoire du Crédit du Maroc remonte à l'année 1929, date à laquelle la première succursale de la banque a été ouverte.

Le Crédit du Maroc est une banque universelle et généraliste qui s'adresse à toutes les catégories de clientèle : particuliers, professionnels et entreprises. Son organisation s'appuie sur un réseau commercial réparti sur tout le territoire et unifié pour l'ensemble des marchés, pour mieux servir les clients au plus près de chez eux : 340 agences, dont 320 agences de proximité, 10 espaces Maskane, 10 Centres d'Affaires, 1 filiale off-shore et 1 banque privée.

Le Crédit du Maroc propose des offres sur mesure qui répondent à tous les besoins de ses clients, en passant par les services bancaires au quotidien jusqu'aux solutions de financement des cycles d'exploitation et des investissements et ce, sur tous les marchés : la grande entreprise, les PME/PMI, l'immobilier, l'agriculture et l'agro-business, ... Sa politique de croissance s'appuie sur une forte capacité d'innovation tournée vers la satisfaction de ses clients.

Crédit du Maroc réaffirme ainsi son engagement d'accompagner et d'anticiper les besoins de ses clients en apportant des réponses aux évolutions de leurs besoins futurs à travers un service à distance de qualité ; un engagement que la signature de la Banque « Toute une banque pour vous » illustre parfaitement, et ce, en cohérence avec ses valeurs : la proximité relationnelle, la satisfaction client, la responsabilité et l'utilité des services mis à leur disposition. Le Groupe Crédit du Maroc dispose de filiales spécialisées dans différents domaines : Crédit du Maroc Leasing & Factoring, Crédit du Maroc Assurances, Crédit du Maroc Patrimoine, Crédit du Maroc Capital, Crédit du Maroc Offshore, SIFIM.

Enfin, grâce à son appartenance au Groupe Crédit Agricole S.A. (France), présent dans plus de 70 pays à travers le monde et aux relations qu'il entretient avec plus de mille correspondants bancaires étrangers, le Crédit du Maroc accompagne ses clients partout dans le monde.

à propos du groupe Crédit Agricole (France)

Le groupe Crédit Agricole est le premier financeur de l'économie française et l'un des tout premiers acteurs bancaires en Europe. Leader de la banque de proximité en Europe, le Groupe est également premier gestionnaire d'actifs européen, premier bancassureur en Europe et troisième acteur européen en financement de projets.

Fort de ses fondements coopératifs et mutualistes, de ses 140 000 collaborateurs et 31 500 administrateurs des Caisses locales et régionales, le groupe Crédit Agricole est une banque responsable et utile, au service de 50 millions de clients, 8,2 millions de sociétaires et 1,1 million d'actionnaires.

Grâce à son modèle de banque universelle de proximité - l'association étroite entre ses banques de proximité et les métiers qui leur sont liés, - le groupe Crédit Agricole accompagne ses clients dans leurs projets en France et dans le monde : assurance, immobilier, moyens de paiement, gestion d'actifs, crédit-bail et affacturage, crédit à la consommation, banque de financement et d'investissement.

Au service de l'économie, le Crédit Agricole se distingue également par sa politique de responsabilité sociale et environnementale dynamique et innovante. Elle repose sur une démarche pragmatique qui irrigue tout le Groupe et met chaque collaborateur en action.

Contact Presse - Communication financière : Mouna Benrhanem - mouna.benrhanem@ca-cdm.ma - site web : www.cdm.co.ma

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

En application des dispositions de la circulaire 56/G/2007 de Bank Al-Maghrib, les établissements de crédit doivent établir et publier leurs états financiers consolidés en normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) à partir du 1^{er} janvier 2008, avec un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007.

L'objectif primordial des autorités réglementaires est de doter les établissements de crédit d'un cadre de comptabilité et d'information financière conforme aux meilleurs standards internationaux en termes de transparence financière et de qualité de l'information fournie.

Les nouvelles normes comptables internationales ont donc été appliquées par le Groupe Crédit du Maroc à compter du 1^{er} janvier 2008 (date de la première application) conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1, « First Time Adoption of International Financial Reporting Standards » et par les autres normes du référentiel IFRS.

Les états financiers du Groupe Crédit du Maroc depuis l'arrêté du 31 décembre 2009 sont établis selon le référentiel IFRS.

En 2016, le Groupe Crédit du Maroc a procédé à l'application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ». Cette norme impose que les actifs qui satisfont aux critères de classement en vue de la vente soient évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, et que l'amortissement de tels actifs cesse ; aussi elle impose que les actifs qui satisfont aux critères de classement en vue de la vente soient présentés séparément dans l'état de la situation financière et que les résultats des activités abandonnées soient présentés séparément dans l'état du résultat global.

1. Périmètre de consolidation

1.1 Norme

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités étrangères et nationales dont le groupe détient des participations directes ou indirectes.

De même, le groupe doit consolider les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini « entité ad hoc » contrôlée par l'établissement de crédit assujéti, et ce même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à savoir : Intégration globale, consolidation proportionnelle et mise en équivalence.

1.2 Options retenues

Le Groupe Crédit du Maroc intègre dans son périmètre de consolidation les filiales dont il détient, directement ou indirectement, au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels. Sont exclus du périmètre de consolidation, les titres de participation sur lesquels le Groupe ne dispose d'aucun contrôle.

2. Les immobilisations corporelles

2.1 Norme

Une immobilisation corporelle est un bien par nature durable détenu par l'entreprise pour être utilisé par elle-même ou loué à des tiers.

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes : le modèle du coût ou le modèle de la réévaluation.

Le modèle du coût amorti

Le coût amorti correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs.

Le modèle de la réévaluation

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, une immobilisation corporelle dont la juste valeur peut être évaluée de manière fiable doit être comptabilisée à son montant réévalué. Il s'agit de sa juste valeur à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et du cumul des pertes de valeur.

La fréquence de la réévaluation dépend des fluctuations de la juste valeur des immobilisations. Lorsque la juste valeur d'un actif réévalué diffère significativement de sa valeur comptable, une nouvelle réévaluation est nécessaire.

La juste valeur

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

L'approche par composants

Chaque élément significatif d'une immobilisation corporelle doit être comptabilisé séparément comme un composant et amorti de façon systématique sur sa durée d'utilité propre, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques.

La valeur résiduelle

C'est le prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

La durée d'utilité

La durée d'utilité est la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif. L'amortissement débute quand cet actif est disponible pour être utilisé. Par conséquent, l'amortissement cesse quand l'actif est sorti du bilan. La base amortissable correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

2.2 Options retenues

Le modèle retenu est celui du coût amorti. Les frais d'acquisition ont été inclus dans les valeurs d'entrée des immobilisations et rattachés au composant principal pour l'amortissement.

Au niveau de l'approche par composants, le groupe dispose d'un outil de gestion des immobilisations qui permet de distinguer pour chaque bien les valeurs réelles relatives à chaque composant sans utilisation d'une matrice de décomposition. Les durées d'amortissement retenues en IFRS sont résumées dans le tableau suivant :

| Famille | Durée d'amortissement | |
|--|-----------------------|--------------|
| | Standard* | Fourchette** |
| Immeubles d'exploitation | 50 ans | 30 à 80 ans |
| Agencements, aménagements et installations | 15 ans | 5 à 20 ans |
| Mobilier et matériel de bureau | 10 ans | |
| Matériel informatique | 5 ans | 5 à 7 ans |
| Logiciels informatiques | 5 ans | 5 à 7 ans |
| Matériel roulant | 4 ans | 4 à 5 ans |

La valeur résiduelle des composants autres que le terrain est supposée nulle.

* Les amortissements se feront sur la base des durées standards

** Ces durées peuvent être appliquées en fonction des caractéristiques spécifiques de certaines immobilisations

3. Immeubles de placement

3.1 Norme

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou bien profiter des deux.

Un immeuble de placement génère des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs détenus par l'entreprise, contrairement à la production ou la fourniture de biens ou de services constituant l'objet principal de l'utilisation d'un bien immobilier occupé par son propriétaire.

Une entité a le choix entre :

- **Le modèle de la juste valeur** : si l'entité opte pour ce traitement, il doit être appliqué à l'ensemble des immeubles de placement ;

- **Le modèle du coût amorti** : dans ce cas, une estimation de la juste valeur des immeubles de placement reste obligatoire, pour la présentation en annexes.

Seul le passage du modèle du coût au modèle de la juste valeur est possible.

3.2 Options retenues

Les immeubles de placement sont représentés par l'ensemble des immeubles hors exploitation hormis les immeubles destinés au personnel et les immeubles destinés à être vendus dans un délai d'un an.

Pour la valorisation des immeubles de placement, l'option retenue est le coût historique amorti. L'information de la juste valeur devrait être présentée en annexes.

A la date d'arrêté, le Groupe Crédit du Maroc ne dispose pas d'immeubles de placement.

4. Immobilisations incorporelles

4.1 Norme

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire, identifiable (afin de la distinguer du goodwill) et sans substance physique.

Deux méthodes d'évaluation sont possibles :

- **Le modèle du coût** : l'immobilisation est comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs.

- **Le modèle de la réévaluation** : l'immobilisation incorporelle doit être comptabilisée pour son montant réévalué correspondant à sa juste valeur à la date de réévaluation, diminué du cumul des amortissements ultérieurs et du cumul des pertes de valeur ultérieures. Ce traitement est applicable s'il existe un marché actif.

L'amortissement d'une immobilisation incorporelle dépend de sa durée d'utilité. Une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée n'est pas amortie et est soumise à un test de dépréciation au minimum à chaque clôture annuelle. Par contre, une immobilisation incorporelle à durée d'utilité déterminée est amortie sur la base de la dite durée. Une immobilisation incorporelle produite en interne est comptabilisée si elle est classée, dès la phase de recherche et développement, en tant qu'immobilisation.

4.2 Options retenues

Valorisation des logiciels développés en interne : l'activation des logiciels développés en interne n'a pas été réalisée en FTA en raison de l'absence de données de gestion fiables permettant de connaître les coûts de développement engagés sur ces logiciels.

Les droits de mutation, honoraires commissions et frais d'actes : sont enregistrés en charges compte tenu de leur montant jugé insignifiant.

5. Goodwill

5.1 Norme

Coût d'un regroupement d'entreprises :

L'acquéreur doit évaluer le coût d'un regroupement d'entreprises comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise, majoré par l'ensemble des coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises et minoré par les coûts administratifs généraux.

Affectation du coût d'un regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés :

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, affecter le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau du Goodwill.

Comptabilisation du Goodwill :

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, comptabiliser le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises en tant qu'actif.

Après la comptabilisation initiale, l'acquéreur doit l'évaluer à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

5.2 Options retenues

Le Groupe Crédit du Maroc ne dispose pas de goodwill au titre d'acquisitions antérieures.

6. Contrats de location

6.1 Norme

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

Il convient de distinguer entre :

Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;

Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement. Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis/loué diminué/augmenté des commissions versées/ perçues et tous autres frais inhérents à l'opération. Le taux d'arrêté étant dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE). Celui-ci représente le taux d'actualisation qui permet de rendre égales à l'initiation la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie, et, la valeur d'entrée du bien.

6.2 Options retenues

Au niveau de la filiale Crédit du Maroc Leasing & Factoring, les contrats de crédit bail sont considérés comme des contrats de location-financement. Les durées de location sont systématiquement au moins égales à la durée de vie du bien, et les valeurs résiduelles sont de 1% pour le mobilier et de 10% en moyenne pour l'immobilier. La non levée d'option d'achat n'a jamais été constatée.

A la date de début du contrat, les loyers sont actualisés au taux d'intérêt effectif. Leur somme correspond au montant initial du financement.

7. Actifs et passifs financiers

7.1 Norme

Prêts & Créances

Le coût amorti d'un actif ou d'un passif financier correspond au montant auquel cet instrument a été évalué lors de sa comptabilisation initiale diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre ce montant initial et le montant du remboursement à l'échéance et diminué de toutes les réductions pour dépréciations ou irrécouvrabilité. Ce calcul doit inclure toutes les commissions et autres montants payés ou reçus directement attribuables aux crédits, les coûts de transaction et toute décote ou surcote. La méthode du coût amorti consiste à étaler ces différentes composantes par l'intermédiaire du taux d'intérêt effectif.

Provisions pour dépréciation des prêts & créances :

Une provision est constituée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation sur des prêts classés en prêts et créances. Les provisions sont déterminées par différence entre la valeur nette comptable du prêt et le montant recouvrable estimé. Ces dépréciations sont appliquées sur base individuelle et sur base collective.

Dépréciation sur base individuelle : S'il existe un indice objectif de dépréciation et s'il est probable que la banque ne sera pas en mesure d'encaisser les montants contractuels dus (en intérêt et capital) sur des prêts pris individuellement et comptabilisés au coût amorti, il y a dépréciation.

Dépréciation sur base collective : Si l'entité détermine qu'il n'y a pas d'indice objectif de dépréciation sur ces actifs pris individuellement, l'entité classe ces actifs dans un sous-groupe d'actifs ayant les mêmes caractéristiques de risque de crédit, qui sont évalués collectivement pour dépréciation.

Emprunts et dépôts

Lors de sa mise en place, un dépôt ou un emprunt classé en IAS/IFRS dans la catégorie « Prêts et créances » doit être évalué au bilan à sa juste valeur augmentée ou minorée des coûts de transaction et des commissions perçues. Les dépôts et emprunts classés en IAS/IFRS dans la catégorie « Autres passifs financiers » font l'objet en date d'arrêté d'une évaluation ultérieure au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (taux actuariel).

Les dépôts classés en IAS/IFRS dans la catégorie « Passifs détenus à des fins de transaction » font l'objet à la date d'arrêté, d'une évaluation ultérieure à la juste valeur. La juste valeur du dépôt est calculée intérêts courus exclus.

7.2 Options retenues

Prêts & créances

L'application du coût amorti aux crédits à plus d'un an, a été considérée comme non significative.

Provisions pour dépréciation des prêts & créances

La base de dépréciation individuelle des prêts & créances selon les critères adoptés par Bank Al-Maghrib dans sa circulaire n° 19/G/2002, a été maintenue.

La base de dépréciation collective des prêts & créances a concerné les créances sensibles.

Dépréciation sur base individuelle :

Outre les créances en souffrance présentant des montants relativement significatifs pour lesquelles les provisions ont été estimées individuellement par la ligne métier recouvrement, le groupe Crédit du Maroc a développé des modèles statistiques sur la base des historiques de recouvrement, des garanties et des sûretés détenues pour le calcul des provisions relatives aux créances en souffrance non significatives.

Dépréciation sur base collective :

Le Groupe Crédit du Maroc a développé des modèles statistiques pour calculer les provisions collectives sur la base des historiques de transformation des créances sensibles en créances en souffrance.

Emprunts et dépôts

Les dépôts et emprunts ont été maintenus à leur valeur comptable. Aucune décote n'est en effet nécessaire compte tenu des caractéristiques des opérations réalisées par le Groupe Crédit du Maroc.

8. Crédits restructurés

8.1 Norme

Les crédits restructurés sont ceux qui ont fait l'objet d'une restructuration subie par la banque pour prévenir ou apporter une solution à la défaillance d'une contrepartie. Cette restructuration est motivée par la situation financière dégradée du débiteur.

Les crédits restructurés pour difficultés financières de l'emprunteur font l'objet d'une décote par rapport au taux d'intérêt effectif (TIE) d'origine :

- La décote est calculée au jour de la restructuration par différence entre la valeur nette comptable du prêt restructuré et la somme des cash flow futurs attendus du nouveau prêt restructuré, actualisés aux TIE d'origine du prêt.
- Par la suite, la décote est reprise actuariellement sur la durée de vie du prêt de telle sorte que l'intérêt du prêt restructuré soit dégagé au TIE d'origine.

Les renégociations commerciales, sollicitées par un client sain qui fait jouer la règle de la concurrence, ne donnent lieu au calcul de la décote que si le nouveau taux consenti n'est pas en phase avec les conditions de marché au jour de la renégociation.

8.2 Options retenues

La décote a été calculée sur les crédits restructurés pour des difficultés financières tel que défini dans la norme :

La décote est calculée au jour de la restructuration par différence entre la valeur nette comptable du prêt restructuré et la somme des cash flows futurs attendus du nouveau prêt restructuré, actualisés aux taux d'origine du prêt. Ensuite la décote est amortie par le compte de résultat sur la durée de vie résiduelle du crédit. Cette décote a été considérée comme non significative.

9. Crédits hors marché

9.1 Norme

La norme IAS 39 requiert que les prêts ou emprunts hors marché soient remis à la valeur du marché. Les crédits hors marché représentent les crédits ayant des taux d'intérêts inférieurs aux taux de marché. Pour ces mêmes crédits, une décote doit être calculée et comptabilisée. Cette décote correspond à la différence entre les flux futurs liés au prêt actualisés au taux du prêt et ces mêmes flux actualisés au taux de marché.

La décote est ensuite intégrée dans le TIE et amortie par le compte de résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du crédit. Si une entité émet un prêt assorti d'un taux d'intérêt hors marché et reçoit en contrepartie des commissions prélevées à la mise en place, l'entité comptabilise le prêt à sa juste valeur, c'est-à-dire net des commissions reçues. L'entité amortit la décote hors marché en résultat par la méthode du taux d'intérêt effectif.

9.2 Options retenues

Pour les créances à taux fixes, la courbe de taux de marché a été reconstituée à partir d'un modèle statistique et des taux minima Bank Al Maghrib.

Pour les créances à taux variables, le taux du crédit a été considéré comme étant dans le marché. La décote nette calculée a été considérée comme non significative.

10. Provisions du passif

10.1 Norme

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision doit être comptabilisée lorsque :

- Le groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ;
- Il est probable (ce qui veut dire plus probable qu'improbable) qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Si ces conditions ne sont pas réunies, aucune provision ne doit être comptabilisée.

10.2 Options retenues

Le Groupe a procédé à l'analyse de l'ensemble des provisions inscrites au passif et à leur :

- affectation aux natures de risques inhérents,
- valorisation et comptabilisation selon les dispositions des normes IAS/IFRS.

11. Titres

11.1 Norme

La norme IAS 39 définit quatre catégories d'actifs applicables aux titres :

- Titres de transaction (Actifs financiers à la juste valeur par résultat) ;
- Titres disponibles à la vente (Available For Sale – AFS) ;
- Titres détenus jusqu'à l'échéance (Held To Maturity – HTM) ;
- Prêts et créances (catégorie ouverte aux titres non cotés sur un marché actif souscrits directement auprès de l'émetteur).

Les titres sont classés en fonction de l'intention de gestion.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat : selon la norme IAS 39.9, les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat sont des actifs ou passifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Cette catégorie de titre ne fait pas l'objet de dépréciation.

Actifs financiers disponibles à la vente (Available For Sale) :

Cette catégorie de titre concerne : les titres de placement, les titres de l'activité de portefeuille, les titres de participation non consolidés et les autres titres détenus à long terme. Aussi, la norme stipule que sont classés dans cette catégorie les actifs et passifs qui ne répondent pas aux conditions de classification exigées par les trois autres catégories. Les variations de juste valeur (positives ou négatives) des titres classés en « disponibles à la vente » sont enregistrées en capitaux propres (recyclables). L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote / décote des titres à revenu fixe est comptabilisée en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif (étalement actuariel).

En cas de signe objectif de dépréciation significative ou durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisé par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins value latente comptabilisée en capitaux propres doit en être sortie et comptabilisée dans le résultat de l'exercice. En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation peut faire l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de taux mais pas pour les instruments de capitaux propres. Dans ce dernier cas, la variation de juste valeur positive sera comptabilisée dans un compte de capitaux propres recyclables et la variation négative, en deçà du point bas déterminé, sera enregistrée en résultat.

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

Placements détenus jusqu'à leur échéance (Held To Maturity) : Détenus jusqu'à l'échéance La catégorie «titres détenus jusqu'à l'échéance» est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Le classement dans cette catégorie présente l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner la classification de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant 2 ans) La comptabilisation est au coût amorti avec amortissement de la surcote / décote selon la règle du taux d'intérêt effectif (étalement actuariel).

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE) qui est obtenue par actualisation des flux futurs attendus au taux d'intérêt effectif d'origine.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater.

« **Prêts et créances** » : La catégorie «Prêts et créances» est ouverte aux actifs financiers non cotés et non destinés à être cédés et que l'établissement a l'intention de conserver durablement. Sa comptabilisation s'opère au coût amorti (selon méthode du TIE) corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation. En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE).

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est possible.

11.2 Options retenues

Les instruments détenus en portefeuilles ont été classés dans les catégories suivantes :

| Rubrique actuelle | Classement IFRS |
|-------------------------|-------------------------------|
| Titres de placement | Titres disponibles à la vente |
| Titres de participation | Titres disponibles à la vente |

12. Dérivés

12.1 Norme

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat entrant dans le champ d'application de la norme IAS 39 et qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- Sa valeur évolue en fonction d'une variation d'un taux d'intérêt spécifié, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un taux de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- Il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- Il est réglé à une date future.

Un instrument de couverture est un dérivé désigné ou (pour une couverture du seul risque de variation des taux de change) un actif ou passif financier désigné non dérivé dont on s'attend à ce que la juste valeur ou les flux de trésorerie compensent les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert désigné.

12.2 Options retenues

Toutes les opérations de change à terme ont été valorisées en valeur de marché.

Ces opérations sont enregistrées dans le bilan à la date de l'engagement, même si la juste valeur à l'initiation est nulle pour la quasi-totalité des contrats (juste valeur nulle pour des contrats fermes initiés à des conditions de marché).

13. Avantages au personnel

13.1 Norme

Principe général

L'entité doit comptabiliser non seulement l'obligation juridique ressortant des termes formels du régime à prestations définies, mais aussi toute obligation implicite découlant de ses usages.

Typologie des avantages au personnel

Les avantages au personnel sont classés en cinq catégories, selon la nature et les modalités de versement des prestations. On distingue :

- Les avantages à court terme comme les salaires et les cotisations de sécurité sociale, les congés payés et les congés maladie, l'intéressement et les primes (si elles sont payables dans les douze mois suivant la fin de l'exercice) ainsi que les avantages non monétaires (comme l'assistance médicale, le logement, les voitures et les biens ou services gratuits ou subventionnés) dont bénéficient les membres du personnel en activité ;
- les autres avantages à long terme (payables plus de douze mois après la fin de l'exercice), notamment les congés sabbatiques, les indemnités pour invalidité de longue durée, les primes et les rémunérations différées telles les indemnités de départ à la retraite, les primes d'ancienneté ou les médailles du travail ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi comme les pensions et autres prestations de retraite, l'assurance-vie postérieure à l'emploi, et l'assistance médicale postérieure à l'emploi.

Avantages postérieurs à l'emploi : régimes à prestations définies

Écarts actuariels : des écarts actuariels pourront résulter d'augmentations ou de diminutions de la valeur actuelle d'une obligation au titre de prestations définies ou de la juste valeur des actifs du régime correspondant ;

Coût des services passés : le coût des services passés est généré lorsque l'entité adopte un régime à prestations définies ou change les prestations à payer en vertu d'un régime existant ;

Réductions et liquidations :

Une réduction intervient lorsqu'une entité :

- Peut démontrer qu'elle s'est engagée à réduire de façon significative le nombre de personnes bénéficiant d'un régime ou ;
- Change les termes d'un régime à prestations définies de sorte qu'une partie significative des services futurs des membres du personnel actuels ne leur donnera plus de droits à prestations ou ne leur donnera que des droits réduits. Une liquidation intervient lorsqu'une entité conclut une transaction éliminant toute obligation juridique ou implicite ultérieure pour tout ou partie des prestations prévues par un régime à prestations définies ;

La valorisation des régimes à prestations définies implique notamment l'obligation d'utiliser des techniques actuarielles pour estimer de façon fiable le montant des avantages accumulés par le personnel en contrepartie des services rendus pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Les hypothèses actuarielles sont les meilleures estimations faites par l'entité des variables qui détermineront le coût final des avantages postérieurs à l'emploi. Ces hypothèses comprennent :

- Hypothèses démographiques ;
- Le taux attendu de rendement des actifs du régime ;
- Taux d'actualisation / taux d'inflation ;
- Salaires, avantages du personnel et coûts médicaux.

Avantages à long terme

La norme IAS 19 permet l'utilisation d'une méthode simplifiée de comptabilisation des autres avantages à long terme. Cette méthode diffère sur les points suivants de celle imposée pour les avantages postérieurs à l'emploi :

- Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement et aucun corridor n'est appliqué ;
- L'ensemble du coût des services passés est comptabilisé immédiatement.

Indemnités de fin de contrat de travail

Une entité peut s'engager envers ses employés pour décaisser des cashs flows en leur faveur à la fin de leurs contrats de travail respectifs. Une entité est manifestement engagée à mettre fin à un contrat de travail si et seulement si elle a un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Couverture des engagements

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Par la constitution d'une provision en interne ;
- Par l'externalisation de son obligation de verser les prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

13.2 Options retenues

Les régimes d'avantages au personnel qui sont provisionnés par le Groupe Crédit du Maroc sont :

- **Les Primes de Fin de Carrière :** Primes versées en cas de départ en retraite ou de décès d'un salarié qui présente au minimum 20 ans d'ancienneté.
- **Les Indemnités de Départ Volontaire :** Indemnités versées en cas de départ anticipé à la retraite d'un salarié d'au moins 55 ans (50 ans pour les femmes) et d'au minimum de 21 ans d'ancienneté.
- **Les Primes de Fidélité :** Primes versées au salarié à la date anniversaire de leurs 15, 20, 25, 30, 35 et 45 ans d'ancienneté au sein du Crédit du Maroc.
- **Les Congés Payés :** Il s'agit des droits à congés payés cumulables et reportables jusqu'à 2 ans (avantage déjà provisionné dans les comptes sociaux).

La méthode de calcul utilisée par le Groupe Crédit du Maroc est la méthode des unités de crédit projetées avec une prise en compte « proratisée » du service rendu. Cette méthode consiste en une évaluation des droits à terme moyennant des hypothèses actuarielles et une répartition de ces droits sur la période d'activité au cours de laquelle le groupe bénéficie des services de ses employés.

Le Groupe Crédit du Maroc a opté pour la comptabilisation des variations des écarts actuariels relatives aux avantages postérieurs à l'emploi en capitaux propres selon la méthode du SORIE (Statement Of Recognised Income and Expenses), par contre pour les avantages à long terme et les indemnités de fin de contrat de travail, ils continueront à être comptabilisés directement en résultat.

14. Impôt exigible et impôt différé

14.1 Norme

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif ou passif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale.

Il est probable que l'entreprise dispose d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer une différence temporelle déductible :

- lorsqu'il y aura suffisamment de différences temporelles imposables relevant de la même autorité et relatives à la même entité imposable et dont on attend à ce qu'elles s'inversent ;
- lorsqu'il est probable que l'entreprise dégage un bénéfice imposable suffisant relevant de la même administration fiscale et pour la même entité imposable au cours des exercices appropriés ;
- la gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés. Les normes IAS/IFRS interdisent l'actualisation des impôts différés.

14.2 Options retenues

Appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé :

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement peut être appréhendée par les business plans des sociétés concernées.

Impôt différé actif au titre des différences temporaires déductibles relatives aux titres de participation consolidés :

Comptabilisation obligatoire d'un impôt différé actif au titre des différences temporaires déductibles relatives aux titres de participation consolidés dès lors que ces différences temporaires devraient se résorber dans un avenir prévisible et que le recouvrement de l'actif d'impôt différé est probable.

Impôts différés initialement comptabilisés en capitaux propres :

Comptabilisation de l'impact des changements de taux d'impôt et/ou de modalités d'imposition en capitaux propres.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IFRS

BILAN CONSOLIDÉ IFRS AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| ACTIF CONSOLIDÉ | NOTES | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2015 retraité* |
|--|-----------|-------------------|-------------------|-------------------------|
| Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | | 2 065 805 | 1 412 936 | 1 409 177 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 3.5 | 2 108 622 | 2 186 475 | 2 186 475 |
| Instruments dérivés de couverture | | - | - | - |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 3.3 / 3.5 | 4 919 461 | 4 224 369 | 4 224 369 |
| Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés | 3.2 | 3 094 843 | 4 659 118 | 4 644 599 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 3.2 | 37 181 665 | 36 990 019 | 36 989 814 |
| Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux | | - | - | - |
| Placements détenus jusqu'à leur échéance | 3.4 | - | - | - |
| Impôts Exigibles | 3.8 | 143 189 | 142 477 | 142 477 |
| Actifs d'impôt différé | 3.8 | 206 046 | 107 506 | 107 506 |
| Comptes de régularisation et autres actifs | | 286 118 | 157 931 | 155 418 |
| Actifs non courants destinés à être cédés | 2.5 | 66 223 | - | 26 535 |
| Participations dans des entreprises mises en équivalence | | - | - | - |
| Immeubles de placement | | - | - | - |
| Immobilisations corporelles | 3.6 | 1 390 885 | 1 364 635 | 1 364 325 |
| Immobilisations incorporelles | 3.6 | 133 202 | 138 135 | 132 907 |
| Écart d'acquisition | | - | - | - |
| TOTAL | | 51 596 059 | 51 383 602 | 51 383 602 |

* Afin d'assurer la comparabilité des comptes, en application d'IFRS 5, les actifs de la succursale de Paris ainsi que les actifs des représentations d'Avignon et de Milan ont été reclassés en actifs non courants destinés à être cédés (2.5)

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ IFRS AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| COMPTE DE RÉSULTAT | NOTES | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2015 retraité* |
|--|-------|------------------|------------------|-------------------------|
| Intérêts et produits assimilés | 2.2 | 2 302 644 | 2 419 646 | 2 419 610 |
| Intérêts et charges assimilés | 2.2 | 558 505 | 688 339 | 688 327 |
| Marge d'intérêt | | 1 744 139 | 1 731 307 | 1 731 284 |
| Commissions (Produits) | 2.3 | 372 959 | 348 470 | 348 399 |
| Commissions (Charges) | 2.3 | 36 348 | 31 013 | 31 013 |
| Marge sur Commissions | | 336 611 | 317 457 | 317 386 |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | | 128 352 | 111 000 | 109 884 |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | | 35 113 | 11 354 | 11 354 |
| Produits des autres activités | | 8 411 | 14 139 | 13 275 |
| Charges des autres activités | | 88 147 | 89 238 | 89 238 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 2 164 479 | 2 096 019 | 2 093 946 |
| Charges générales d'exploitation | | 1 027 642 | 1 086 836 | 1 076 411 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles | | 107 671 | 107 864 | 107 789 |
| Résultat Brut d'Exploitation | | 1 029 165 | 901 319 | 909 746 |
| Coût du risque | 2.1 | -500 289 | -766 414 | -766 395 |
| Résultat d'Exploitation | | 528 876 | 134 905 | 143 351 |
| Quote-Part du résultat net des entreprises mises en équivalence | | - | - | - |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 2.4 | -1 053 | 13 | 13 |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition | | - | - | - |
| Résultat avant Impôt | | 527 823 | 134 917 | 143 363 |
| Impôts sur les bénéfices/Impôts différés | 3.8 | 188 956 | 58 510 | 58 643 |
| Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession | 2.5 | -29 874 | - | -8 313 |
| Résultat net | | 308 993 | 76 408 | 76 408 |
| Intérêts minoritaires | | 240 | -5 449 | -5 449 |
| résultat net Part du groupe | | 308 753 | 81 857 | 81 857 |
| Résultat par action | | 28,37 | 7,52 | 7,52 |
| Résultat dilué par action | | 28,37 | 7,52 | 7,52 |
| Résultat de base par action des activités poursuivies | | 31,12 | 7,52 | 8,29 |
| Résultat de base par action des activités abandonnées | | -2,75 | - | -0,76 |

* Afin d'assurer la comparabilité des comptes, en application d'IFRS 5, les contributions au 31 décembre 2016 de la succursale de Paris ainsi que des représentations d'Avignon et de Milan ont été reclassées en Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession (2.5)

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|----------------|---------------|
| Résultat net | 308 993 | 76 408 |
| Écarts de conversion | 394 | 1 039 |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente | 31 281 | -16 922 |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | - | - |
| Réévaluation des immobilisations | - | - |
| Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies | 6 047 | 5 811 |
| Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence | - | - |
| Impôts | 13 804 | -4 062 |
| Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 23 917 | -6 009 |
| Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 332 910 | 70 399 |
| Dont part du Groupe | 332 671 | 75 848 |
| Dont par des intérêts minoritaires | 240 | -5 449 |

(En milliers de DH)

| PASSIF CONSOLIDÉ | NOTES | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2015 retraité* |
|---|-------|-------------------|-------------------|-------------------------|
| Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | | 10 | 7 | 7 |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 3.5 | 5 695 | 6 308 | 6 308 |
| Instruments dérivés de couverture | | - | - | - |
| Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés | | 2 123 768 | 2 485 651 | 2 485 387 |
| Dettes envers la clientèle | | 38 969 287 | 38 425 901 | 38 424 573 |
| Titres de créance émis | | 2 440 185 | 3 519 495 | 3 519 495 |
| Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux | | - | - | - |
| Passifs d'impôt exigibles | 3.8 | 228 878 | 2 528 | 2 528 |
| Passifs d'impôt différé | 3.8 | 199 057 | 198 415 | 198 415 |
| Comptes de régularisation et autres passifs | | 643 162 | 485 068 | 481 397 |
| Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés | 2.5 | 18 519 | - | 3 982 |
| Provisions techniques des contrats d'assurance | | - | - | - |
| Provisions | 3.7 | 360 422 | 398 959 | 398 883 |
| Subventions, fonds publ affectés, fonds spéciaux de garantie | | - | - | - |
| Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie | | 2 025 741 | 1 526 189 | 1 526 189 |
| Capitaux propres | | 4 581 336 | 4 335 081 | 4 336 439 |
| Capitaux propres part du groupe | | 4 529 765 | 4 283 748 | 4 285 107 |
| Capital et réserves liées | | 3 707 386 | 3 705 364 | 3 705 364 |
| Réserves consolidées | | 454 541 | 460 967 | 462 325 |
| Gains ou pertes latents ou différés | | 59 085 | 35 561 | 35 561 |
| Résultat net de l'exercice | | 308 753 | 81 857 | 81 857 |
| Intérêts minoritaires | | 51 572 | 51 332 | 51 332 |
| TOTAL | | 51 596 059 | 51 383 602 | 51 383 602 |

* Afin d'assurer la comparabilité des comptes, en application d'IFRS 5, les dettes de la succursale de Paris ainsi que les dettes des représentations d'Avignon et de Milan ont été reclassées en dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| FLUX DE TRÉSORERIE | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2015 retraité |
|---|-----------------|------------------|------------------------|
| Résultat avant impôts | 527 823 | 134 917 | 143 363 |
| Résultat net des activités abandonnées | -29 874 | - | -8 313 |
| +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 107 671 | 107 864 | 107 789 |
| +/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations | - | - | - |
| +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers | 241 049 | 488 738 | 488 738 |
| +/- Dotations nettes aux provisions | -32 414 | 114 658 | 114 582 |
| +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence | - | - | - |
| +/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement | -824 | 1 530 | 1 530 |
| +/- Perte nette/(gain net) des activités de financement | -29 758 | 5 380 | 5 380 |
| +/- Autres mouvements | 16 660 | -2 446 | -2 086 |
| Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements | 302 383 | 715 724 | 715 932 |
| +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés | 437 102 | 3 409 896 | 3 409 896 |
| +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle | 91 237 | -989 825 | -990 947 |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers | -603 357 | -2 086 881 | -2 086 881 |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers | 285 137 | -28 853 | -30 372 |
| +/- Flux liés aux activités destinées à être cédées | -25 151 | - | -22 553 |
| - Impôts versés | -300 658 | -65 038 | -65 171 |
| Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles | -115 690 | 239 298 | 213 971 |
| Flux nets de trésorerie généré par l'activité opérationnelle | 684 642 | 1 089 940 | 1 064 953 |
| +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations | - | - | - |
| +/- Flux liés aux immeubles de placement | - | - | - |
| +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | -133 703 | -131 355 | -125 740 |
| Flux nets de trésorerie lié aux opérations d'investissement | -133 703 | -131 355 | -125 740 |
| +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires | -87 050 | -138 004 | -138 004 |
| +/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement | -550 000 | -409 300 | -409 300 |
| Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement | -637 050 | -547 303 | -547 304 |
| Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie | 394 | 1 039 | 2 397 |
| Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | -85 717 | 412 320 | 394 307 |

| COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2015 retraité |
|--|------------------|------------------|------------------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture | 2 157 692 | 1 763 385 | 1 763 385 |
| Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif) | 1 409 170 | 1 564 447 | 1 564 447 |
| Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit | 748 522 | 198 938 | 198 938 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture | 2 071 975 | 2 175 706 | 2 157 692 |
| Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif) | 2 065 795 | 1 412 929 | 1 409 170 |
| Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit | 6 180 | 762 776 | 748 522 |
| Variation de la trésorerie nette | -85 717 | 412 320 | 394 307 |

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IFRS

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| | Capital | Réserves liées au capital | Actions propres | Réserves et résultats consolidés | Gains ou pertes latents ou différés | Capitaux propres part Groupe | Intérêts minoritaires | Total |
|---|------------------|---------------------------|-----------------|----------------------------------|-------------------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------|
| Capitaux propres clôture au 31 Décembre 2014 | 1 067 899 | 2 535 392 | - | 697 436 | 42 609 | 4 343 337 | 58 225 | 4 401 562 |
| Opérations sur capital | 20 222 | 78 645 | - | - | - | 98 867 | - | 98 867 |
| Paiements fondés sur des actions | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations sur actions propres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dividendes | - | - | - | -234 938 | - | -234 938 | -1 447 | -236 385 |
| Autres | - | 3 205 | - | -3 205 | - | - | - | - |
| Changements de méthodes comptables | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat de l'exercice | - | - | - | 81 857 | - | 81 857 | -5 449 | 76 408 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat | - | - | - | - | -10 709 | -10 709 | - | -10 709 |
| Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies | - | - | - | - | 3 661 | 3 661 | - | 3 661 |
| Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat | - | - | - | 1 039 | - | 1 039 | - | 1 039 |
| Gains ou pertes latents ou différés | - | - | - | 1 039 | -7 048 | -6 009 | - | -6 009 |
| Autres | - | - | - | 635 | - | 635 | 2 | 638 |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Capitaux propres clôture au 31 Décembre 2015 | 1 088 121 | 2 617 242 | - | 542 824 | 35 561 | 4 283 749 | 51 332 | 4 335 081 |
| Opérations sur capital | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Paiements fondés sur des actions | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations sur actions propres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dividendes | - | - | - | -87 050 | - | -87 050 | - | -87 050 |
| Autres | - | 2 022 | - | -2 022 | - | - | - | - |
| Changements de méthodes comptables | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat de l'exercice | - | - | - | 308 753 | - | 308 753 | 240 | 308 993 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat | - | - | - | - | 19 714 | 19 714 | - | 19 714 |
| Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies | - | - | - | - | 3 809 | 3 809 | - | 3 809 |
| Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat | - | - | - | 394 | - | 394 | - | 394 |
| Gains ou pertes latents ou différés | - | - | - | 394 | 23 524 | 23 917 | - | 23 917 |
| Autres | - | - | - | 395 | - | 395 | - | 395 |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Capitaux propres clôture au 31 Décembre 2016 | 1 088 121 | 2 619 265 | - | 763 295 | 59 085 | 4 529 765 | 51 572 | 4 581 337 |

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

PRINCIPES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Préambule

Le Groupe Crédit du Maroc est consolidé en normes IAS/IFRS depuis 2004, en tant que filiale, dans les comptes du Crédit Agricole S.A.

En 2008 le Crédit du Maroc a procédé à une convergence des paramètres et des options de consolidation entre les comptes consolidés en normes IAS/IFRS publiés au 31 décembre 2008 en application des dispositions réglementaires de Bank Al Maghrib (BAM) et les comptes adressés au Crédit Agricole SA pour les besoins de sa consolidation.

Le Crédit du Maroc a ainsi procédé à l'alignement des paramètres et options retenus pour le traitement des comptes adressés au groupe Crédit Agricole SA avec ceux adoptés au moment de l'application du référentiel IFRS, conformément aux dispositions réglementaires de BAM.

Pour les provisions individuelles et collectives, les paramètres de calcul de la probabilité de défaut et la perte en cas de défaut ont été affinés et appliqués de la même manière pour la consolidation au 31 décembre 2016 selon les règles BAM et pour les comptes adressés à Crédit Agricole SA.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit du Maroc et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles Crédit du Maroc dispose d'un pouvoir de contrôle.

Par exception, les entités ayant un impact non significatif sur les comptes consolidés de l'ensemble ne sont pas

incluses dans le périmètre de consolidation.

Le caractère significatif de cet impact peut notamment être apprécié au travers de divers critères tels que l'importance du résultat ou des capitaux propres de la société à consolider par rapport au résultat ou aux capitaux propres de l'ensemble consolidé.

Les notions de contrôle

Conformément aux normes internationales, la définition de contrôle, selon IFRS 10 comporte les trois éléments suivants :

- Le pouvoir détenu sur l'entité émettrice ;
- L'exposition ou le droit à des rendements variables, en raison des liens avec l'entité émettrice ;
- La capacité de Crédit du Maroc d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Crédit du Maroc contrôle une entité émettrice si et seulement si ces trois éléments sont réunis.

L'IFRS 11 porte sur le classement d'un partenariat sur lequel deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint. Selon IFRS 11, il existe deux types de partenariat : les entreprises communes et les coentreprises. Ces deux types de partenariats se distinguent par les droits et obligations des parties à l'entreprise.

- **Entreprise commune** : les coparticipants ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs. Chaque coparticipant comptabilise ses actifs, ses passifs, ses produits et ses charges y compris sa quote-part de ces actifs, passifs, produits et charges, relatifs à ses intérêts dans l'entreprise commune.

- **Coentreprise** : les coentrepreneurs ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Cette coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Les méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et 11. Elles résultent de la nature de contrôle exercée par Crédit du Maroc sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- **l'intégration globale**, applicable selon les conditions cités par la norme IFRS 10 ;
- **la mise en équivalence**, pour les coentreprises ayant des droits sur l'actif net, tel que cité par la norme IFRS 11 ;
- **la quote-part des actifs, passifs, charges et produits**, pour les entreprises communes ayant des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs, selon la norme IFRS 11.

Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués, sauf s'ils sont jugés non significatifs.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne, sont constatées.

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

Regroupements d'entreprises – écarts d'acquisition (IFRS 3)

Le Groupe Crédit du Maroc n'a pas effectué de regroupement courant 2016.

Périmètre de consolidation du Groupe Crédit du Maroc au 31 décembre 2016

| Sociétés Consolidées | Capital social (KDH) | Capital social (KUSD) | % | | Méthode de consolidation (*) |
|----------------------------|----------------------|-----------------------|-------------|------------|------------------------------|
| | | | de contrôle | d'intérêts | |
| Crédit du Maroc | 1 088 121 | | 100,00 | 100,00 | E.C |
| Crédit du Maroc Capital | 10 000 | | 100,00 | 100,00 | I.G |
| Crédit du Maroc Leasing | 124 000 | | 66,66 | 66,66 | I.G |
| Crédit du Maroc Patrimoine | 1 000 | | 100,00 | 100,00 | I.G |
| Crédit du Maroc Assurances | 200 | | 100,00 | 100,00 | I.G |
| Crédit du Maroc Offshore | | 1 655 | 100,00 | 100,00 | I.G |
| S.I.F.I.M | 168 321 | | 100,00 | 100,00 | I.G |

* E.C : Établissement consolidant - IG : Intégration globale

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

1. Gouvernance et organisation de la gestion des risques

La gouvernance et l'organisation de la gestion des risques découlent des principes généraux de la gouvernance de la banque.

1.1 La Gouvernance

Les principales instances sont :

- le Conseil de Surveillance et ses Comités spécialisés (comité d'audit, comité des risques, comité de nomination et de rémunération) ;
- le Directoire,
- les comités de gestion.

Le Conseil de Surveillance

Il est l'organe d'administration de la banque. Le Conseil de Surveillance exerce, dans le cadre de ses attributions légales, le contrôle permanent de la gestion de la Banque par le Directoire. A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

A ce titre, il définit les orientations stratégiques de la banque, approuve la stratégie, les politiques à moyen et long terme, la politique globale de gestion des risques et le budget annuel.

Le Conseil de Surveillance a, par ailleurs, institué, en son sein, trois comités spécialisés chargés d'analyser en profondeur certaines questions spécifiques et de le conseiller à ce sujet.

Le **Comité d'Audit** a principalement en charge les missions suivantes :

- porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés ;
- examiner les comptes sociaux et consolidés du Groupe Crédit du Maroc avant leur présentation au Conseil de Surveillance ;
- assurer le suivi du contrôle légal des comptes annuels et consolidés par les commissaires aux comptes ainsi que le suivi des recommandations émises par les commissaires aux comptes ;
- examiner et contrôler la procédure d'appel d'offres pour la sélection des commissaires aux comptes et faire une recommandation au Conseil de Surveillance sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale et sur le montant des honoraires que la Banque se propose de leur verser ;
- veiller à l'indépendance des commissaires aux comptes, examiner avec ces derniers les risques pesant, le cas échéant, sur leur indépendance et les mesures de sauvegarde prises pour atténuer ces risques et approuver préalablement toute mission hors-audit mais accessoire ou directement complémentaire à l'audit des comptes qui leur serait confiée ;
- apprécier la validité des méthodes choisies pour traiter les opérations significatives ainsi que celles à l'occasion desquelles aurait pu se produire un conflit d'intérêt ;
- s'assurer de la qualité et de la cohérence du dispositif de contrôle interne ;

- évaluer la pertinence des mesures correctives prises ou proposées pour pallier les insuffisances décelées dans le dispositif de contrôle interne ;
- examiner et évaluer annuellement l'organisation et le fonctionnement de l'audit interne ; le Comité approuve le programme d'audit interne, suit son évolution et les résultats des plans d'actions ;
- procéder à l'évaluation et au contrôle de l'efficacité des procédures permettant d'assurer la conformité de l'ensemble de l'activité du Groupe aux lois et règlements au Maroc ou à l'étranger ;
- procéder à l'évaluation du dispositif de traitement des réclamations de la clientèle de la banque ;
- valider les documents ou reporting relevant de son domaine de compétence, destinés aux membres du Conseil de Surveillance, et notamment du rapport annuel et de l'information semestrielle sur le contrôle interne ;
- prendre connaissance des plans trimestriels des missions d'audit réalisées au sein du Groupe Crédit du Maroc, établis par la Direction de l'Audit Interne. Il est informé des résultats des missions réalisées et de la mise en œuvre des recommandations formulées ; à cet égard, le Comité d'Audit est destinataire d'une synthèse trimestrielle des rapports d'audit établis par l'Audit Interne ou par toute autorité de tutelle ;
- examiner tout rapport concernant une entité du Groupe Crédit du Maroc émanant d'une autorité de tutelle et devant faire l'objet d'une présentation au Conseil de Surveillance ;
- procéder à l'examen du plan de contrôle permanent et des résultats des contrôles ;
- assurer le suivi du programme de contrôle de la conformité des opérations aux lois et règlements ;
- présenter au Conseil de Surveillance les résultats de l'examen du rapport annuel du contrôle interne qui doit intégrer le résultat des vérifications opérées par la ligne métier conformité ;
- évaluer, périodiquement, le périmètre et la pertinence des informations reçues par le Conseil de Surveillance.

Le **Comité des Risques** a principalement en charge les missions suivantes :

- assister le Conseil de Surveillance dans la définition et la formalisation de la politique globale de gestion des risques et de la stratégie risque (y compris les limites à respecter en matière de risques et dispositif de stress tests) du groupe Crédit du Maroc ;
- procéder à l'examen du résultat des stress tests en vue de leur présentation formelle au Conseil de Surveillance ;
- définir le programme d'appétence aux risques devant être validé par le Conseil de Surveillance ;
- s'assurer que la gestion des risques s'appuie sur des approches aussi bien quantitatives que qualitatives intégrant des hypothèses réalistes, et de la qualité, de l'exhaustivité et de l'exactitude des données internes et externes utilisées dans le cadre du processus de décision sur les risques ;
- procéder à la revue des politiques Crédit et Financière ;
- évaluer la qualité du dispositif et des approches de mesure et de surveillance des risques ;

- suivre l'évolution des ratios réglementaires ;
- examiner les risques financiers en regard de l'environnement macro-économique et de l'activité commerciale ;
- s'assurer que le niveau des risques encourus est contenu dans les limites fixées conformément au degré d'aversion aux risques défini par le Conseil de Surveillance ;
- se tenir informé, dans le cadre du dispositif d'alerte relatif aux risques opérationnels dans la banque et son groupe arrêté par le Conseil de Surveillance, des alertes concernant les risques opérationnels sensibles pour l'ensemble de la banque et son groupe et des mesures de régularisation mises en œuvre ;
- vérifier l'adéquation des systèmes d'information et des moyens humains et matériels aux risques encourus et procéder à l'évaluation annuelle des moyens alloués à la gestion des risques ;
- s'assurer, sans préjudice des attributions du Comité de Nomination et de Rémunération, que la politique de rémunération de la Banque est compatible avec la situation de cette dernière au regard des risques auxquels elle est exposée, de son capital, de sa liquidité ainsi que de la probabilité et de l'échelonnement dans le temps des bénéfices attendus ;
- valider les documents ou reportings destinés aux membres du Conseil de Surveillance.

Le **Comité de Nomination et de Rémunération** a principalement en charge les missions suivantes :

- établir les procédures de nomination des membres du Conseil de Surveillance et préciser les missions et les qualifications nécessaires aux fonctions exercées au sein du Conseil de Surveillance ; établir la procédure de nomination des membres du Directoire ;
- identifier, traiter voire éliminer les situations de conflit d'intérêts émanant du processus de nomination ;
- élaborer une politique ayant pour objectif d'atteindre une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil de Surveillance ;
- établir un plan de succession des membres du Conseil de Surveillance, des membres des comités spécialisés et des membres du Directoire ;
- proposer au Conseil de Surveillance la nomination des membres et des Présidents des différents comités spécialisés lors de leur renouvellement ;
- s'assurer que les nouveaux membres du Conseil de Surveillance et des comités spécialisés ont reçu une formation adéquate pour faciliter leur intégration et leur participation aux travaux ;
- veiller à ce qu'une formation appropriée soit dispensée aux membres indépendants du Conseil de Surveillance en vue de leur permettre d'appréhender la nature de l'activité de la banque, les aspects ayant trait à sa stratégie, son mode de gouvernance et son schéma organisationnel, son environnement réglementaire et institutionnel ainsi que ses relations avec les régulateurs ;
- évaluer, périodiquement et au moins une fois par an, les compétences des membres du Conseil de Surveillance ;
- évaluer, périodiquement et au moins une fois par an, la structure, la taille, la composition et l'efficacité du Conseil de Surveillance au regard des missions qui lui sont

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

assignées et de soumettre au Conseil de Surveillance toutes recommandations utiles ;

- élaborer une politique de rémunération compatible avec les objectifs à long terme de la banque et visant à prévenir les conflits d'intérêts et à promouvoir une gestion efficace des risques, notamment pour les membres du Conseil de Surveillance, les membres du Directoire, les directeurs généraux adjoints, les mandataires sociaux des filiales de la Banque, le Responsable de la fonction Risques et Contrôles Permanents, le Responsable de la Conformité et le Responsable de l'Audit Interne et le personnel dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de la banque ;
- procéder à un examen annuel (i) des principes de la politique de rémunération de la banque, (ii) des rémunérations, bonus, indemnités et avantages de toute nature accordés aux membres du Directoire de la banque, et (iii) de la politique de rémunération des directeurs généraux adjoints, des mandataires sociaux des filiales de la banque, du Responsable de la fonction Risques et Contrôles Permanents, du Responsable de la Conformité et du Responsable de l'Audit Interne et du personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la banque ;
- contrôler la rémunération du Responsable de la fonction Risques et Contrôles Permanents, du Responsable de la Conformité et du Responsable de l'Audit Interne ;
- valider les propositions d'appréciation des membres du Directoire établies par le Président du Directoire après entretien de ceux-ci avec le Comité de Nomination et de Rémunération ;
- préparer l'évaluation annuelle de la performance du Président du Directoire ;
- proposer et évaluer tous les ans les règles de détermination de la part variable des membres du Directoire et veiller à la cohérence des critères retenus avec les orientations stratégiques de la banque à court, moyen et long terme, étant précisé que les bonus ne seront effectifs qu'après examen par le Conseil de Surveillance des comptes annuels de la banque arrêtés par le Directoire ;
- approuver la pertinence de l'information donnée aux actionnaires relative à la rémunération des membres du Directoire, des directeurs généraux adjoints et des mandataires sociaux des filiales de la Banque, et aux plans d'options qui leurs sont consentis et s'assurer du respect des dispositions légales en la matière ;
- recevoir toute information nécessaire à sa mission et notamment le rapport annuel transmis à Bank Al-Maghrib ;
- proposer le montant des éventuels jetons de présence et leur mode de répartition en fonction de la contribution de chacun des membres du Conseil de Surveillance au sein du Conseil de Surveillance et dans les comités spécialisés.

Le Directoire

Il est l'organe exécutif de la banque. Il met en œuvre les stratégies et les politiques définies par l'organe d'administration.

Le Directoire du Crédit du Maroc a mis en place le Comité de Direction Générale. Son objectif est d'assurer la coordination entre les différents pôles de gestion de la banque en termes de stratégie, de politique de développement et de supervision du fonctionnement de la banque.

Le Directoire définit l'organisation générale de la gestion des risques et met en œuvre les processus d'octroi et de gestion, permettant d'appréhender, mesurer et maîtriser d'une façon globale l'ensemble des risques encourus par la banque.

Il est responsable du contrôle interne de la banque.

Il établit chaque année une **stratégie risques** qui examine toutes les activités de la banque et les risques qu'elles induisent et définit des limites opérationnelles pour :

- le risque de crédit par secteurs d'activités ou de groupes de risques,
- le risque de liquidité gap de taux pour la gestion actif-passif (ALM),
- les risques de marché VaR, stress-tests etc.

Cette stratégie risques est présentée au Conseil de surveillance pour validation.

Pour mener à bien ses missions, le Directoire a créé des comités spécialisés dont les principaux en matière de gestion des risques sont :

- le comité affaires
- le comité tarification
- le comité flux
- le comité efficacité du fonctionnement
- le comité des projets systèmes d'information
- le comité immobilier
- le comité des crédits
- le comité de déclassement et de passage en contentieux
- le comité de pilotage des risques
- le comité de suivi des risques sensibles
- le comité contentieux
- le comité ALM
- le comité de management de la conformité
- le comité de contrôle interne
- le comité NAP (Nouveaux Produits et Nouvelles Activités)
- le comité fraudes
- le Comité Juridique
- le Comité Sécurité.

1.2 Organisation de la gestion des risques

1.2.1 Le Contrôle Permanent des Risques Groupe

Le Crédit du Maroc, en s'appuyant sur l'expérience de son Groupe d'appartenance, a adopté une gestion centrale de ses risques. Elle est placée sous l'autorité de la Direction des Risques et Contrôles Permanents Groupe (DRCPG), dont la mission générale est de « donner au Management de la banque l'assurance que toutes ses activités sont exercées dans des conditions de sécurité acceptable ».

Totalement indépendante des métiers elle rapporte directement au Président du Directoire et au Conseil de surveillance, via le Comité des Risques.

La DRCPG définit les contrôles liés aux procédures au premier niveau d'exécution, organise les contrôles hiérarchiques ou fonctionnels de second niveau et les consolide pour obtenir une vision globalisée de la qualité d'exécution de toutes les activités de la banque.

Les risques couverts sont regroupés dans les familles suivantes :

- **Risque de contrepartie** : il correspond au risque de défaillance totale ou partielle de la contrepartie avec laquelle des engagements de bilan ou hors bilan ont été contractés,

- **Risques financiers** :

1. **Risque de marché** : les risques de marché ou risques de variation de prix, représentant les pertes potentielles suite à des mouvements adverses de cours, de prix ou de niveau de taux.

2. **Risque de liquidité ou de taux** : risque lié à la liquidité de la banque et à l'évolution des taux,

- **Risque opérationnel** : Risque lié à l'exécution des opérations. Il comprend les risques informatiques, juridiques, fiscaux, réglementaires et commerciaux.

Le Contrôle Permanent qui couvre l'ensemble des risques définis par les accords de Bâle 2, est organisé autour de la Direction des Contrôles Permanents (DCP).

1.2.2 L'Audit et l'Inspection

La Direction de l'Audit et de l'Inspection assure la fonction d'audit interne en réalisant des missions de contrôle périodique sur pièce et sur place dans les différentes unités et directions constituant la Banque. Elle est chargée d'évaluer la maîtrise globale des différents risques et de faire des propositions d'actions correctives. Elle exerce ses travaux en toute indépendance et rapporte à ce titre directement au Comité d'Audit.

2. Exposition aux risques et stratégie de couverture

2.1 Risque de crédit

Politique générale

La politique de crédit du Crédit du Maroc s'inscrit dans le cadre de principes généraux et dans le respect des normes édictées par le régulateur et par le groupe d'appartenance Crédit Agricole SA.

Elle couvre les aspects relatifs à la déontologie, l'indépendance, la responsabilité, la collégialité des décisions, la maîtrise et le suivi des risques, la rémunération des opérations, etc.

Elle est revue chaque année, dans le cadre de la stratégie risques qui examine toutes les activités de la banque et les risques qu'elles induisent et fixe des limites opérationnelles en termes de segment de clientèle, de secteurs d'activité, de concentration, etc.

Cette stratégie est présentée par le Directoire au Conseil de surveillance qui la valide.

Dispositif de décision et de gestion des risques

Etude et décision

Le processus de décision découle des pouvoirs détenus par le Président du Directoire et des subdélégations qu'il a distribué aux acteurs, selon un mode intuitu-personae, décliné en fonction des marchés. Au-delà des limites subdéléguées, les décisions sont prises par le Comité des crédits dont les décisions sont collégiales.

Le processus de décision est géré par un applicatif informatique centralisé et intégré qui détermine en fonction de normes et de critères paramétrés, les niveaux de délégation requis. Les décisions en faveur des clients professionnels et entreprises nécessitent un double regard de la ligne commerciale et des risques.

Les filiales ont recours à un avis des lignes spécialisées du Crédit du Maroc qui conditionne l'octroi.

Les demandes de crédit formulées par les lignes commerciales sont formalisées et documentées en application des règles du régulateur et des normes de la banque.

Mise en place - Garanties

La mise en place des crédits est opérée après vérification du respect des conditions d'octroi.

La gestion des dossiers de garanties est centralisée.

Surveillance des risques et déclassement des créances

Elle est à la charge d'une structure dédiée et indépendante, appuyée par des correspondants dans les différents marchés et dans les régions.

Cette structure qui dispose d'un accès à tous les systèmes d'information de la banque a pour mission de surveiller la qualité des engagements, d'appréhender dans une optique préventive les dégradations des risques (impayés, gel des comptes, etc.) et d'en assurer un suivi.

Elle organise sur la base d'indicateurs internes un suivi rapproché des créances sensibles qui est opéré par un Comité mensuel dédié.

Elle identifie les créances qui relèvent du déclassement en « souffrance », selon les critères édictés par le régulateur en la matière et les provisionne en conséquence. Ces décisions sont validées par un Comité dédié pour assurer une parfaite couverture des risques et conformité aux normes.

Recouvrement

Pour le marché Retail et PRO/TPE, le réseau réalise le recouvrement du premier impayé sur les clients segmentés risque faible et sur les débits jusqu'à 30 jours de retards, la structure centrale de recouvrement prend en charge le recouvrement dès le premier impayé sur les clients segmentés risque moyen et élevé ainsi que les débits dès 30 jours de retard.

Pour le marché PME/PMI et Grandes Entreprises, il est assuré par les chargés d'affaires avec, selon les cas et sur décision de comité dédié ou à la demande de la ligne commerciale, l'appui d'une structure centrale dédiée au Recouvrement et Restructuration de créances.

Si le dossier passe en « Compromis » il est pris en charge par la Direction Juridique qui poursuit le recouvrement et opère en parallèle les poursuites judiciaires.

Tout le processus de décision et de surveillance des risques est traçable et auditable.

Notation interne

Le Crédit du Maroc dispose d'un système de notation. Il couvre toutes les créances entreprises (PME/PMI, Grandes entreprises et entreprises des secteurs de la promotion immobilière et de l'hôtellerie), sauf les banques et les institutions financières qui disposent d'une notation spécifique en relation avec le groupe d'appartenance et qui

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

font l'objet de notation par la maison mère Crédit Agricole SA.

Le système de notation du Crédit du Maroc est conforme aux préconisations de Bâle 2. Il est uniforme sur l'ensemble du périmètre du groupe Crédit Agricole.

Le système repose sur une **appréciation quantitative et qualitative**. Il fait intervenir les différents acteurs du processus de décision : les chargés d'affaires, les risques et les décisionnaires.

Pour la Banque de Réseau, tous les crédits à la consommation sont soumis à un score d'octroi soit propre au Crédit du Maroc, ou soit celui du partenaire Wafasalaf et ce, en fonction de critères bien définis.

Grille de notation Corporate

Elle comporte 13 échelons de A à E, avec des échelons intermédiaires, pour les contreparties saines et 2 échelons F et Z, pour les contreparties en défaut, dont le dernier pour les contreparties en recouvrement juridique.

Ces échelons sont compatibles avec les échelles de notation des principales sociétés de rating internationales : Standard & Poor et Moody's.

Délégation

La notation est un élément essentiel du processus de décision. Elle conditionne le niveau de délégation.

Risques sensibles

Les contreparties présentant des signes de fragilités sont insérées dans le suivi des Risques Sensibles sur la base de critères qualitatifs et quantitatifs.

2.2 Risque de marché

Les activités de marché sont encadrées par des limites globales et opérationnelles définies dans le cadre de la stratégie risques de la banque.

Le format de limites, qu'elles soient globales ou opérationnelles, sont de trois natures : quantitative (VaR, Stress, sensibilités détaillées), qualitatif (produits autorisés, devises autorisées, maturité max...) et des seuils de perte. Les sets de limites concernent les activités de la direction marchés des capitaux dont le rôle est d'assurer des opérations d'intermédiation avec la clientèle (Activités FX, obligataires, prêts/emprunts, Repos) ainsi que les activités de marché de la trésorerie de la banque.

Organisation de la filière

Les activités de marchés sont organisées en trois domaines indépendants :

• Le Front Office :

Le Front Office est littéralement l'interface de la banque avec le marché. Il centralise et traite tous les besoins de la banque et de ses clients en terme de couverture et financement. Il engage la banque dans le respect des limites internes de marché, des limites réglementaires et des lignes de crédit qui lui sont accordées.

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction de l'Internationale et des Activités de Marché du pôle Développement.

• Le Back-Office :

Le Back Office suit le traitement post-marché des opérations : confirmation, paiement, règlement – livraison et comptabilité.

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction des Services Bancaires à la Clientèle.

• Le PCRM (Pôle Contrôle des Risques de Marché) :

En matière de suivi et de contrôle des activités de Marché, le PCRM, a en charge :

- le suivi du respect des limites, que celles-ci soient quantitatives (niveaux de risque), qualitatives (instruments, devises ou maturités autorisés) ou relatives aux niveaux de perte tolérée ;
- le traitement des dépassements (analyse des raisons, mode et délai de régularisation...) ;
- la surveillance des risques et des résultats en liaison avec l'évolution des marchés ;
- l'analyse et le contrôle des P&L de gestion ;
- la production et le contrôle de la qualité des indicateurs de risques ;
- le Back testing de la VaR (Value at Risk) ;

- la production et l'analyse des stress scenarii ;
- la vérification des données de marché ;
- la vérification que le Back Office s'est assuré de la cohérence des stocks entre outil Front Office et données comptables ;
- la production et analyse des états de suivi de l'exposition aux risques.

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction Contrôle Central des Risques.

Le suivi des risques doit être effectué aux différents niveaux de l'établissement avec des séparations de pouvoir entre le front office, le back office, les risques et le contrôle financier, autrement dit entre ceux qui passent les ordres et ceux qui les contrôlent.

Ainsi, cette organisation permet :

- de s'assurer en permanence du respect des procédures, des normes et des limites mises en place ;
- d'analyser les causes du non-respect éventuel des procédures et des limites ;
- d'informer les entités et / ou les personnes désignées à cet effet de l'ampleur des dépassements et des actions correctrices qui sont proposées ou entreprises ;

En termes d'outils informatiques, la banque dispose d'un système front-to-back Arpson avec des fonctionnalités de suivi des risques et de calcul des résultats. Le Pôle Contrôle des Risques de Marché a accès à ces informations et dispose d'outils complémentaires pour mener à bien ses analyses.

Principaux risques et dispositif de contrôle :

Les risques de marché ou risques de variation de prix, représentent les pertes potentielles suite à des mouvements adverses de cours, de prix ou de niveaux de taux.

Risques de taux : Ils représentent les risques d'encourir des pertes suite aux variations du niveau absolu du taux d'intérêt, d'un spread entre deux courbes de taux ou de la déformation de la courbe. Il existe plusieurs composantes pour ce risque : risque directionnel, risque de pente et risque de base ou de spread.

Ce risque concerne le trading sur titres et la trésorerie. Il est encadré par un dispositif de limites quantitatives (VaR, Stress, nominal et sensibilités détaillées).

Risque de change : C'est le risque d'encourir des pertes suite aux variations du cours des devises étrangères par rapport à la monnaie de référence ou monnaie locale.

Les positions sont encadrées par des limites réglementaires et des limites internes (VaR, Stress, nominal individuelle et globale, Loss alert...).

Risques liés aux défauts : une part importante des risques pris par les établissements financiers sur les marchés se trouve liée aux événements de défauts (défaillance d'une ou plusieurs contreparties, risque de non-transfert...).

Les opérations de marché peuvent générer :

- des risques de règlement/livraison,
- des risques de variation.

Une transaction peut comporter un seul de ces risques ou une combinaison de deux ou trois. Une opération de change à terme génère des risques de variation et de livraison.

En effet, si l'un des intervenants fait défaut alors que l'autre contrepartie a déjà rempli ses propres obligations, à savoir ; livrer des fonds, alors la perte porte sur la totalité du montant (nominal) de la transaction (à la livraison), c'est le **risque de livraison** ou non concomitance des flux échangés.

Ce risque affecte le change (comptant et terme), les swaps de change (swaps de trésorerie ou cambiste). Pour les opérations sur tires (ferme ou temporaire), ce risque n'existe pas du fait que les transactions sont effectuées via un système DVP (Delivery Versus Payment).

Si par contre la défaillance intervient entre la négociation et la livraison, alors la perte potentielle correspond à la variation du cours de change entre le cours négocié et le cours prévalant sur le marché au moment où il faut trouver une nouvelle contrepartie de remplacement, il s'agit du coût de remplacement et c'est le **risque de variation**.

Ces risques sont encadrés par des limites individuelles sur les contreparties y compris les correspondants de la salle

des marchés et accordées par la banque dans le cadre de l'étude de risque annuelle.

Le calcul des consommations de VaR (Value at Risk) du CDM est réalisé via l'outil de Consolidation du Groupe (Global View Risk) alimenté en données de risques de marché (vecteurs de sensibilités, positions de change, courbe de taux MAD) par les outils de CDM.

Aussi, les stress globaux selon les méthodologies du Groupe sur ces activités sont calculés hebdomadairement via l'outil Groupe.

Enfin, les résultats quotidiens des activités de trading (sur bonds et sur le change) sont alimentés dans l'outil Groupe (CADRE) et la VaR fait l'objet d'un back-testing.

Mise en conformité par rapport à LBF / Volcker :

Dans le cadre de la mise en conformité avec les exigences de LBF/Volcker (Loi Bancaire Française / Volcker rules), une réorganisation des portefeuilles et centres de profits (découpage des activités par desk) a été mise en place en phase avec l'arborescence risques. Cette réorganisation assure une séparation entre le banking book (ALM & activités de trésorerie) et les activités de la direction des marchés de capitaux (DMC) dont le rôle est d'assurer des opérations d'intermédiation avec la clientèle.

2.3 Risques Opérationnels

Le Crédit du Maroc a adopté la définition issue des recommandations de Bâle 2 pour le risque opérationnel. Il s'agit des pertes résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus.

Dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en place par la banque vise à identifier l'ensemble des sources de risques majeurs en vue de les couvrir (fraude interne, fraude externe, pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail, clients produits et pratiques commerciales, dommages aux actifs corporels, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, exécution livraison et gestion des processus).

1. Les principaux enjeux

- La maîtrise du coût des risques opérationnels.
- La prévention des grands risques.
- L'optimisation de la couverture des risques.
- L'intégration du triple impact réglementaire à savoir le pilotage par les fonds propres, la supervision réglementaire et la communication financière.

2. Les composantes du dispositif

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre s'articule autour de quatre composantes :

La composante organisationnelle :

La surveillance des risques opérationnels est confiée à une entité relevant des Risques et contrôles permanents, structure faitière du dispositif de contrôle interne de la banque.

Le système d'audit interne vérifie périodiquement que le dispositif de gestion des risques opérationnels est mis en œuvre avec efficacité au niveau de l'ensemble de l'établissement.

Le Directoire assure un suivi régulier de la situation des risques via le Comité de Contrôle Interne présidé par le Président du Directoire.

Le Conseil de Surveillance, via le Comité d'Audit, est informé des risques importants et s'assure de la prise en compte de ces risques.

La composante qualitative :

Elle permet d'évaluer et de prévenir les risques à travers la cartographie des risques opérationnels.

La composante quantitative :

Elle permet de mesurer et surveiller le coût du risque et les incidents à travers le suivi des pertes et la mise en place d'un dispositif d'alerte.

La composante d'allocation de fonds propres :

Par prudence, l'établissement a retenu une allocation des fonds propres basée sur la méthode « indicateurs de base » avec l'objectif d'évoluer rapidement vers la méthode « standard ».

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

3. Sécurité des systèmes d'information

La sécurité des systèmes d'informations est assurée avec la mise en place d'une politique de sécurité et d'un dispositif de contrôle permanent. Des tests annuels d'intrusions et de vulnérabilité, ainsi que des évaluations de la sécurité des systèmes d'informations sont réalisés.

4. Plan de Continuation des Activités

Pour assurer la continuité des activités de la banque en cas de sinistre, l'établissement dispose d'un Plan de Continuité d'Activités (PCA), composé :

- d'un Plan de Secours informatique pour secourir les services informatiques critiques ;
- d'un Plan de Repli Utilisateurs avec aménagement d'un site de repli devant servir en cas de sinistre ;
- d'un dispositif de gestion de crise ;
- d'un dispositif de continuité d'activité spécifique au scénario de pandémie grippale.

Ce PCA est régulièrement testé et amélioré.

5. Prestations de services essentielles externalisées

Elles sont encadrées par un dispositif spécifique.

Les Conventions de services comprenant des indicateurs de qualité ont permis à l'établissement d'intégrer le suivi de ces activités dans le dispositif de contrôle interne.

2.4 Gestion Actif - Passif

La démarche de la gestion Actif-Passif (ALM) est une démarche d'identification, de mesure, de contrôle et de couverture des risques financiers pouvant affecter le bilan de la banque.

Il s'agit principalement des risques de liquidité, de taux et de change.

Gouvernance :

Au Crédit du Maroc, la gestion Actif-Passif est assurée par la fonction ALM qui rapporte à la Direction Finances Groupe et au comité ALM.

Risque de taux d'intérêt global

C'est le risque de voir les résultats de la banque affectés défavorablement par les mouvements de taux d'intérêt. Ces mouvements ont une influence sur les rémunérations et les coûts générés par les produits et instruments financiers (actifs, passifs et instruments de hors bilan), dont dispose la banque. En conséquence, leurs mouvements ont un impact direct sur le résultat généré mais aussi sur la valeur actuelle des différents revenus futurs.

Il convient donc d'appréhender correctement la manière dont les mouvements de la courbe des taux peuvent impacter les marges de la banque.

L'approche en taux a pour objectif de mesurer in fine, l'exposition des résultats de la banque aux fluctuations des taux d'intérêt du marché. Elle s'intéresse donc exclusivement aux encours dont les taux resteront fixes sur une période donnée ; les encours corrélés aux taux du marché n'étant pas exposés à ce type de risque.

Un dispositif d'encadrement et de contrôle a été mis en place au Crédit du Maroc. Des limites en volume ont été fixées. Elles sont basées sur le calcul de gaps de taux, définis comme étant la différence entre les ressources et les emplois par maturité exposés au risque de taux.

Le risque de liquidité

Il représente pour la banque l'éventualité de ne pas pouvoir faire face, à un instant donné, à ses engagements ou à ses échéances. Le risque de liquidité se traduit donc à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements.

Il apparaît lorsque des besoins inattendus sont subis par la banque et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Le risque de liquidité se situe à trois niveaux :

- **Funding risk** : risque qui se traduit par la nécessité d'obtenir de nouvelles ressources lorsqu'une des ressources dont la banque disposait par le passé n'est plus disponible (par exemple lors de retrait massif sur les dépôts à vue).
- **Time risk** : risque qui apparaît lorsque la banque ne peut obtenir des rentrées d'argent pourtant attendues (par exemple, incapacité de remboursement d'un prêt par un client).
- **Call risk** : risque relatif à l'obtention de nouvelles ressources (suite par exemple à des emprunts importants sur des lignes de crédits).

L'approche en liquidité met en évidence la situation de transformation de la banque. Elle permet de mesurer les besoins de funding à court, moyen et long terme ou l'importance des excédents de liquidité à replacer par type de maturité.

Tous les produits de bilan sont traités en fonction de leur échéance finale, sans tenir compte de la nature du taux.

Afin de mieux appréhender la gestion de la liquidité courante du Crédit du Maroc, un comité mensuel de coordination de trésorerie a été mis en place. Par ailleurs, le comité ALM a défini des limites visant à encadrer le déficit de la trésorerie résiduelle. Un programme d'émission de certificats de dépôt a également été lancé depuis 2007 afin de mieux accompagner le plan de développement de la banque.

Conventions d'écoulement :

Les conventions ALM sont destinées à prendre en compte des phénomènes économiques ou comportementaux hautement probables permettant d'affiner l'analyse du risque. Un dossier exhaustif de documentation des conventions a été élaboré et puis validé par le comité ALM. Le Crédit du Maroc procède à des mises à jour régulières des conventions. Celles-ci sont nécessaires dans la mesure où elles garantissent une meilleure adéquation de l'analyse avec l'évolution du marché et des comportements de la clientèle. Ces mises à jour visent également à se conformer davantage à la réglementation en vigueur, notamment en matière de taux d'intérêt (Modalités d'indexation des taux révisables et des taux réglementés).

Système de mesure :

Le pilotage des risques financiers est géré par ATLAS, outil développé en collaboration avec le Groupe Crédit Agricole S.A.. Il est opérationnel depuis 2008.

3 Application des recommandations du Comité de Bâle

L'accord de Bâle 2 repose sur 3 piliers :

Pilier 1 : Calcul des exigences minimales en fonds propres. Il couvre trois types des risques : Risque de crédit, Risque opérationnel et Risque de marché. Plusieurs méthodes sont proposées aux banques selon les risques, notamment « standard » et « notation interne », pour les risques de crédit, « indicateur de base », « standard » et « standard avancé », pour le risque opérationnel.

Pilier 2 : Dispositif sur les processus de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes.

Pilier 3 : Dispositif sur la discipline de marché imposant une transparence accrue en matière d'information sur les publications financières et sur les risques.

Dès la publication des textes par le Régulateur, le Crédit du Maroc a engagé un chantier de mise en conformité avec les dispositions réglementaires.

Pour le pilier 1, le Crédit du Maroc a opté pour la méthode « standard » en ce qui concerne le risque de crédit, la « Méthode de base » pour le risque opérationnel.

La banque a engagé un large chantier pour lui permettre de produire dans les délais impartis par le Régulateur, le ratio de solvabilité aux nouvelles normes. Pour cela, elle a acquis, un calculateur « Fermat » qui est production depuis la fin 2007.

Parallèlement la banque a engagé les chantiers relatifs au pilier 2, pour l'application des textes réglementaires de la Banque Centrale.

4 Perspectives :

Le Crédit du Maroc, en étroite relation avec le Groupe CA.SA, compte poursuivre la mise en œuvre de l'usage des indicateurs bâlois avancés, qui entraîneront de profonds changements dans la conduite des activités.

Ces changements visent notamment à :

- adapter la politique d'allocation des fonds propres aux activités ;
- mieux prendre en compte les évolutions dans les processus d'octroi (consommation des Fonds propres, rentabilité, coût du risque, etc...) ;
- mettre à niveau la gestion opérationnelle des risques ;
- garantir la fiabilité des informations sur les risques, etc.

Les processus impactés ont été identifiés et les chantiers nécessaires à leur adaptation seront engagés selon un planning établi par un groupe projet et validé par un Comité de pilotage dédié et présidé par le Président du Directoire.

COÛT DU RISQUE (2.1)

| CONSOLIDÉ | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|-----------------|-----------------|
| Dotations aux provisions | -528 483 | -788 290 |
| Provisions pour dépréciation des prêts et créances | -485 973 | -644 145 |
| Provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux) | - | - |
| Provisions engagements par signature | - | -94 664 |
| Autres provisions pour risques et charges | -42 510 | -49 482 |
| Reprises de provisions | 293 884 | 218 803 |
| Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances | 244 924 | 204 416 |
| Reprises de provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux) | - | - |
| Reprises de provisions engagements par signature | 15 540 | - |
| Reprises des autres provisions pour risques et charges | 33 421 | 14 387 |
| Variation des provisions | -265 691 | -196 927 |
| Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes) | - | - |
| Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | - | - |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées | -15 565 | -7 811 |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées | -257 815 | -204 747 |
| Décote sur les produits restructurés | - | - |
| Récupérations sur prêts et créances amorties | 10 449 | 16 834 |
| Pertes sur engagement par signature | - | - |
| Autres pertes | -2 759 | -1 202 |
| Coût du risque | -500 289 | -766 414 |

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

MARGE D'INTÉRÊT (2.2)

(En milliers de DH)

| | 31/12/2016 | | | 31/12/2015 | | |
|--|------------------|----------------|------------------|------------------|----------------|------------------|
| | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net |
| Opérations avec la clientèle | 2 069 477 | 355 969 | 1 713 508 | 2 147 240 | 447 615 | 1 699 625 |
| Comptes et prêts/emprunts | 1 956 397 | 348 467 | 1 607 930 | 2 036 836 | 444 796 | 1 592 041 |
| Opérations de pensions | 23 493 | 7 502 | 15 991 | 13 330 | 1 964 | 11 366 |
| Opérations de location-financement | 89 587 | - | 89 587 | 97 073 | 855 | 96 218 |
| Opérations interbancaires | 97 923 | 23 281 | 74 642 | 108 956 | 20 417 | 88 539 |
| Comptes et prêts/emprunts | 52 426 | 23 281 | 29 145 | 59 703 | 20 417 | 39 286 |
| Opérations de pensions | 45 497 | - | 45 497 | 49 253 | - | 49 253 |
| Emprunts émis par le Groupe | - | 179 256 | -179 256 | - | 220 306 | -220 306 |
| Instruments de couverture de résultats futurs | - | - | - | - | - | - |
| Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux | - | - | - | - | - | - |
| Portefeuille de transactions | - | - | - | - | - | - |
| Titres à revenu fixe | - | - | - | - | - | - |
| Opérations de pensions | - | - | - | - | - | - |
| Prêts/emprunts | - | - | - | - | - | - |
| Dettes représentées par un titre | - | - | - | - | - | - |
| Actifs disponibles à la vente | 135 245 | - | 135 245 | 163 450 | - | 163 450 |
| Actifs détenus jusqu'à échéance | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS | 2 302 644 | 558 505 | 1 744 139 | 2 419 646 | 688 339 | 1 731 307 |

COMMISSIONS (2.3)

(En milliers de DH)

| LIBELLE | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|----------------|----------------|
| Titres | 3 476 | 4 490 |
| Emission | 1 073 | 1 120 |
| Transmission d'ordres | 1 788 | 1 860 |
| Autres | 615 | 1 510 |
| Compensation et règlement-livraison | - | - |
| Gestion d'actifs conservation fiduciaire | 21 453 | 21 552 |
| Gestion d'actifs | 14 170 | 14 462 |
| Conservation | 7 283 | 7 091 |
| Engagements de prêt | 11 042 | 12 803 |
| Gestion des moyens de paiement | 141 934 | 132 502 |
| Ingénierie financière | - | - |
| Autres | 195 054 | 177 123 |
| Total produits d'honoraires et de commissions | 372 959 | 348 470 |
| Conservation | 2 095 | 1 985 |
| Compensation et règlement-livraison | - | - |
| Autres | 34 252 | 29 028 |
| Total charges d'honoraires et de commissions | 36 348 | 31 013 |

GAINS ET PERTES SUR AUTRES ACTIFS (2.4)

(En milliers de DH)

| LIBELLE | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|---------------|------------|
| Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation | -1 053 | 13 |
| Plus values de cession | 102 | 81 |
| Moins value de cession | -1 154 | -68 |
| Titres de capitaux propres consolidés | - | - |
| Plus values de cession | - | - |
| Moins value de cession | - | - |
| Gains ou pertes sur autres actifs | -1 053 | 13 |

ACTIFS ET GROUPES D'ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS CLASSÉS COMME ÉTANT DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES (2.5)

En 2016, le Crédit du Maroc a décidé d'abandonner ses activités sises à l'étranger. Sont concernées par cet abandon la succursale de Paris ainsi que les représentations d'Avignon et de Milan. Ces entités forment une activité distincte du groupe Crédit du Maroc sise dans une zone géographique en dehors du territoire marocain.

Crédit du Maroc a, par ailleurs, redéployé ces activités au Maroc et ambitionne de développer davantage les opportunités de synergie avec les réseaux du Crédit Agricole France et de LCL sur la clientèle MRE.

Par conséquent, les actifs et les passifs relatifs à cette activité ont été classés comme « Actifs non courant destinés à être cédés » et « Dettes liées aux actifs non courant destinés à être cédés ». Les produits et les charges liés à l'abandon de cette activité ont été reclassés dans un poste distinct du compte de résultat : « résultat des activités arrêtées ou en cours de cession ».

En 2016 des actions ont été initiées ayant pour objet :

- D'informer les clients recourant aux services de ces entités selon les dispositions légales et réglementaires.
- De mettre fin aux agréments, contrats de bail et de services en respect des dispositions légales, et conventionnelles liant ces entités avec ses partenaires.
- D'estimer les charges de cet abandon.

Les produits et charges relatifs aux activités abandonnées se résument comme suit :

(En milliers de DH)

| Libellé | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|------------|------------|
| PRODUIT NET BANCAIRE | 1 134 | 2 073 |
| Charges générales d'EXP | -25 639 | -10 425 |
| Dot. aux amortim. et aux dépréciations des immo. incorp., corp. | -5 663 | -76 |
| Résultat Brut d'Exploitation | -30 167 | -8 427 |
| Coût du risque | -3 526 | -19 |
| Résultat avant Impôt | -33 693 | -8 446 |
| Impôts sur les bénéfices / Impôts différés | 3 819 | 133 |
| Résultat net | -29 874 | -8 313 |
| Résultat de base par action des activités abandonnées | -2,75 | -0,76 |
| Résultat dilué par action des activités abandonnées | -2,75 | -0,76 |

ENGAGEMENTS DE PRÊTS, GARANTIES FINANCIÈRES ET AUTRES ENGAGEMENTS AU 31/12/2016

(En milliers de DH)

| | Montants notionnels |
|---|---------------------|
| Engagements de prêt | 31/12/16 |
| Donnés : | 9 954 353 |
| Administrations centrales | - |
| Établissements de crédit | 13 078 |
| Institutions non établissements de crédit | - |
| Grandes entreprises | 9 712 517 |
| Clientèle de détail | 228 758 |
| Reçus : | - |
| Garanties financières | |
| Données : | 6 091 126 |
| Administrations centrales | - |
| Établissements de crédit | 4 059 061 |
| Institutions non établissements de crédit | - |
| Grandes entreprises | 1 884 971 |
| Clientèle de détail | 147 093 |
| Reçus : | 2 869 915 |
| Administrations centrales | - |
| Établissements de crédit | 2 869 915 |
| Institutions non établissements de crédit | - |
| Grandes entreprises | - |
| Clientèle de détail | - |
| Dérivés de crédit reçus | - |
| Autres engagements | |
| Donnés | - |
| Reçus | - |
| Engagements et garanties financières en défaut | |
| - Engagements de prêt donnés : | - |
| - Garanties financières données : | - |
| - Autres engagements donnés à une autre contrepartie | - |

INFORMATION SECTORIELLE

(En milliers de DH)

| Compte de Résultat Décembre 2016 | Banque Maroc et Banque Offshore | Sociétés de financement spécialisées | Éliminations | Total |
|----------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|--------------|------------|
| Marge d'intérêts | 1 699 213 | 44 267 | 659 | 1 744 139 |
| Marge sur commissions | 338 376 | -127 | -1 637 | 336 611 |
| Produit net bancaire | 2 167 460 | 47 783 | -50 765 | 2 164 479 |
| Charges de fonctionnement | -1 009 324 | -20 484 | 2 165 | -1 027 642 |
| Résultat d'exploitation | 574 085 | 3 391 | -48 600 | 528 876 |
| Résultat net | 356 874 | 719 | -48 600 | 308 993 |
| Résultat net part groupe | 356 874 | 479 | -48 600 | 308 753 |

| Bilan Décembre 2016 | Banque Maroc et Banque Offshore | Sociétés de financement spécialisées | Éliminations | Total |
|--|---------------------------------|--------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Total Bilan | 53 857 231 | 1 472 058 | -3 733 230 | 51 596 059 |
| dont | - | - | - | - |
| Éléments de l'Actif | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 2 108 622 | - | - | 2 108 622 |
| Actifs disponibles à la vente | 5 202 378 | - | -282 917 | 4 919 461 |
| Prêts et créances sur les Établissement de crédit et assimilés | 6 221 588 | - | -3 126 746 | 3 094 843 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 35 872 987 | 1 423 631 | -114 953 | 37 181 665 |
| Immobilisations corporelles | 1 610 019 | 5 188 | -224 321 | 1 390 885 |
| Éléments du Passif | | | | |
| Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés | 4 104 332 | 1 182 050 | -3 162 614 | 2 123 768 |
| Dettes envers la clientèle | 39 001 006 | 47 366 | -79 085 | 38 969 287 |
| Capitaux propres | 4 913 844 | 158 553 | -491 060 | 4 581 336 |

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de Crédit du Maroc, filiale du Groupe Crédit Agricole S.A., est articulée autour des pôles d'activités suivants :

BANQUE MAROC ET BANQUE OFFSHORE

comprenant Crédit du Maroc SA, Crédit du Maroc capital, Crédit du Maroc Patrimoine, Crédit du Maroc Assurance, Société Financière et Immobilière Marocaine et Crédit du Maroc Offshore ;

SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES

comprenant Crédit du Maroc Leasing et Factoring

Chacun de ces métiers enregistre les charges et produits, actifs et passifs qui lui sont rattachés après élimination des transactions intragroupe.

IMPÔTS EXIGIBLES ET DIFFÉRÉS (3.8)

(En milliers de DH)

| Impôts courants et impôts différés | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|-------------------|-------------------|
| Impôts courants | 143 189 | 142 477 |
| Impôts différés | 206 046 | 107 506 |
| Actifs d'impôts courants et différés | 349 235 | 249 984 |
| Impôts courants | 228 878 | 2 528 |
| Impôts différés | 199 057 | 198 415 |
| Passifs d'impôts courants et différés | 427 934 | 200 943 |
| Charge d'impôts courants | 300 658 | 65 038 |
| Charge nette d'impôts différés de l'exercice | -111 701 | -6 528 |
| Charges nette de l'impôt sur les bénéfices | 188 956 | 58 510 |
| Le taux effectif d'impôt | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
| Résultat net | 308 993 | 76 408 |
| Charges d'impôt sur les bénéfices | 188 956 | 58 510 |
| Taux d'impôt effectif moyen en % | 37,47% | 43,37% |

| Analyse du taux effectif d'impôt | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|---------------|---------------|
| Taux d'impôt en vigueur en % | 37% | 37% |
| Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères | - | - |
| Imposition forfaitaire | - | - |
| Différences permanentes | - | - |
| Changement de taux | - | - |
| Déficit reportable | - | - |
| Autres éléments | 0,47% | 6,37% |
| Taux d'impôt effectif moyen | 37,47% | 43,37% |

PRÊTS ET CRÉANCES (3.2)

(En milliers de DH)

| 31/12/2016 | Actifs non dépréciés (1) | Actifs dépréciés (Valeur brute comptable totale) (2) | (Dépréciations individuelles) | (Dépréciations collectives) | Valeur nette comptable totale |
|---|--------------------------|--|-------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| Prêts et créances | | | | | |
| Instruments de dette | 64 102 | - | - | - | 64 102 |
| Administrations centrales | - | - | - | - | - |
| Etablissements de crédit | 64 102 | - | - | - | 64 102 |
| Institutions non établissements de crédit | - | - | - | - | - |
| Grandes entreprises | - | - | - | - | - |
| Clientèle de détail | - | - | - | - | - |
| Prêts et avances | 39 453 463 | 4 561 460 | 3 554 337 | 248 180 | 40 212 406 |
| Administrations centrales | - | - | - | - | - |
| Etablissements de crédit | 3 030 740 | - | - | - | 3 030 740 |
| Institutions non établissements de crédit | 4 112 630 | 823 139 | 555 036 | 2 840 | 4 377 893 |
| Grandes entreprises | 15 955 226 | 1 584 808 | 1 340 393 | 190 962 | 16 008 679 |
| Clientèle de détail | 16 354 866 | 2 153 513 | 1 658 908 | 54 378 | 16 795 093 |
| Total | 39 517 565 | 4 561 460 | 3 554 337 | 248 180 | 40 276 508 |
| 31/12/2015 | Actifs non dépréciés (1) | Actifs dépréciés (Valeur brute comptable totale) (2) | (Dépréciations individuelles) | (Dépréciations collectives) | Valeur nette comptable totale |
| Prêts et créances | | | | | |
| Instruments de dette | 78 390 | - | - | - | 78 390 |
| Administrations centrales | - | - | - | - | - |
| Etablissements de crédit | 78 390 | - | - | - | 78 390 |
| Institutions non établissements de crédit | - | - | - | - | - |
| Grandes entreprises | - | - | - | - | - |
| Clientèle de détail | - | - | - | - | - |
| Prêts et avances | 40 274 592 | 4 933 766 | 3 455 897 | 181 714 | 41 570 747 |
| Administrations centrales | - | - | - | - | - |
| Etablissements de crédit | 4 580 728 | - | - | - | 4 580 728 |
| Institutions non établissements de crédit | 2 935 862 | 447 780 | 144 049 | 22 529 | 3 217 065 |
| Grandes entreprises | 16 797 640 | 1 191 425 | 881 458 | 118 367 | 16 989 240 |
| Clientèle de détail | 15 960 363 | 3 294 560 | 2 430 390 | 40 819 | 16 783 714 |
| Total | 40 352 983 | 4 933 766 | 3 455 897 | 181 714 | 41 649 137 |

(1) Inclut les actifs dépréciés collectivement.

(2) Valeur comptable brute des actifs dépréciée individuellement

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE (3.3)

(En milliers de DH)

| 31/12/2016 | Juste valeur des actifs non dépréciés | Juste valeur des actifs dépréciés | Dont dépréciation | Valeur comptable nette totale |
|---|---------------------------------------|-----------------------------------|-------------------|-------------------------------|
| Instruments de capitaux propres | 74 277 | 61 785 | -4 941 | 136 062 |
| Instruments de dette | 4 783 399 | - | - | 4 783 399 |
| Administrations centrales | 4 316 106 | - | - | 4 316 106 |
| Etablissements de crédit | 467 293 | - | - | 467 293 |
| Institutions non établissements de crédit | - | - | - | - |
| Grandes entreprises | - | - | - | - |
| Clientèle de détail | - | - | - | - |
| TOTAL | 4 857 676 | 61 785 | -4 941 | 4 919 461 |

(En milliers de DH)

| 31/12/2015 | Juste valeur des actifs non dépréciés | Juste valeur des actifs dépréciés | Dont dépréciation | Valeur comptable nette totale |
|---|---------------------------------------|-----------------------------------|-------------------|-------------------------------|
| Instruments de capitaux propres | 22 242 | 41 662 | -8 003 | 63 904 |
| Instruments de dette | 4 160 465 | - | - | 4 160 465 |
| Administrations centrales | 4 000 509 | - | - | 4 000 509 |
| Etablissements de crédit | 159 955 | - | - | 159 955 |
| Institutions non établissements de crédit | - | - | - | - |
| Grandes entreprises | - | - | - | - |
| Clientèle de détail | - | - | - | - |
| TOTAL | 4 182 707 | 41 662 | -8 003 | 4 224 369 |

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

PLACEMENTS DÉTENUS JUSQU'À LEUR ÉCHÉANCE (3.4)

(En milliers de DH)

| | Actifs non dépréciés | Actifs dépréciés (Valeur brute comptable totale) | (dépréciations individuelles) | (dépréciations collectives) (*) | Valeur nette comptable totale | |
|---|----------------------|--|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|------------|
| | | | | | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
| Placements détenus jusqu'à leur échéance | | | | | | |
| Instruments de dette | | | | | | |
| Administrations centrales | | | | | | |
| Établissements de crédit | | | | | | |
| Institutions non établissements de crédit | | | | | | |
| Grandes entreprises | | | | | | |
| Cliantèle de détail | | | | | | |
| Prêts et avances | | | | | | |
| Administrations centrales | | | | | | |
| Établissements de crédit | | | | | | |
| Institutions non établissements de crédit | | | | | | |
| Grandes entreprises | | | | | | |
| Cliantèle de détail | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | |

NÉANT

INFORMATIONS SUR LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (3.5)

(En milliers de DH)

| 31/12/2016 | Valeur comptable (si différente de la juste valeur) | Juste valeur comptabilisée ou fournie dans les états financiers | Dont déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché | Dont montant comptabilisé en résultat selon une technique de valorisation pendant la période |
|--|---|---|---|--|
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | - | - | NA | - |
| Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat | - | 2 108 622 | | 86 451 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | - | 4 919 461 | 50 360 | 1 058 |
| Prêts et créances | - | - | | - |
| Placements détenus jusqu'à leur échéance | - | - | | - |
| Autres actifs financiers | - | - | | - |
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | - | - | NA | - |
| Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat | - | 5 695 | | -14 182 |
| Passifs financiers au coût amorti | - | - | | - |
| Autres passifs financiers | - | - | | - |

| 31/12/2015 | Valeur comptable (si différente de la juste valeur) | Juste valeur comptabilisée ou fournie dans les états financiers | Dont déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché | Dont montant comptabilisé en résultat selon une technique de valorisation pendant la période |
|--|---|---|---|--|
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | - | - | NA | - |
| Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat | - | 2 186 475 | | 41 264 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | - | 4 224 369 | 42 318 | - |
| Prêts et créances | - | - | | - |
| Placements détenus jusqu'à leur échéance | - | - | | - |
| Autres actifs financiers | - | - | | - |
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | - | - | NA | - |
| Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat | - | 6 308 | | -2 925 |
| Passifs financiers au coût amorti | - | - | | - |
| Autres passifs financiers | - | - | | - |

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (3.6)

(En milliers de DH)

| | 31/12/2016 | | 31/12/2015 | |
|---|---|--|---|--|
| | Terrains et bâtiments occupés par le propriétaire (immo d'exploitation) | Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles) | Terrains et bâtiments occupés par le propriétaire (immo d'exploitation) | Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles) |
| Pertes de valeur comptabilisées en résultat | - | - | - | - |
| Reprises de pertes de valeur en résultat | - | - | - | - |
| Solde de clôture | 558 841 | 2 299 001 | 537 043 | 2 211 314 |
| Cumul des dépréciations | - | - | - | - |
| Cumul des amortissements | 425 639 | 908 116 | 398 907 | 846 679 |
| Actifs détenus dans le cadre d'un contrat de location-financement | - | - | - | - |
| Actifs loués en location-simple | - | - | - | - |

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION FINANCIEMENT

Les contrats de Leasing sont classés en tant que contrats de location financement. La quasi totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée au preneur locataire.

Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à la

date à laquelle l'option peut être levée. En effet, la valeur résiduelle est de 1% du montant de financement pour le mobilier et de 10% pour l'immobilier.

La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la vie économique de l'actif loué.

La valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève à la totalité de la juste valeur de l'actif loué. Dans le bilan, les actifs donnés en location sont comptabilisés comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

(En milliers de DH)

| Durée résiduelle | Pour le Bailleur | | | |
|------------------|---------------------------|---|--------------------------------|--|
| | Investissement brut total | Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location | Produits financiers non acquis | Correction de valeur cumulée des paiements minimaux au titre de la location non recouvrables |
| ≤ 1 an | 676 415 | 579 112 | 97 303 | 539 929 |
| > 1 an ≤ 5 ans | 848 151 | 753 930 | 94 221 | 848 151 |
| > 5 ans | 61 364 | 56 313 | 5 051 | 61 364 |
| TOTAL | | | | |

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

PROVISIONS PASSIF (3.7)

(En milliers de DH)

| | Risques légaux et fiscaux | Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi | Engagements de prêts et garanties (Les EPS) | Contrats déficitaires | Autres provisions | Valeur comptable totale |
|---|---------------------------|---|---|-----------------------|-------------------|-------------------------|
| Solde d'ouverture | 60 139 | 101 891 | 204 416 | - | 32 513 | 398 959 |
| Dotations | 14 766 | 8 687 | - | - | 6 028 | 29 481 |
| Montants utilisés | 1 105 | 12 584 | - | - | 16 569 | 30 259 |
| Montants non utilisés repris au cours de la période | 10 918 | 456 | 15 540 | - | 842 | 27 756 |
| Autres mouvements | - | -6 004 | - | - | -4 000 | -10 004 |
| Solde de clôture | 62 883 | 91 533 | 188 876 | - | 17 129 | 360 422 |

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

COMPOSITION DU CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 2016

Au 31 décembre 2016, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

| Actionnaires | Nombre d'actions | % du capital | % des droits de vote |
|-----------------------------------|-------------------|---------------|----------------------|
| A - ACTIONNAIRES MAROCAINS | | | |
| Wafa Assurance | 1 163 254 | 10,69 | 10,69 |
| AUTRES | 1 154 496 | 10,61 | 10,61 |
| B - ACTIONNAIRES ÉTRANGERS | | | |
| CRÉDIT AGRICOLE S.A. | 8 563 464 | 78,70 | 78,70 |
| Total | 10 881 214 | 100,00 | 100,00 |

La valeur nominale des actions est de 100 DH. Ces actions sont entièrement libérées. A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement ou indirectement 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

DIVIDENDES

Au titre de l'exercice 2016, le Conseil de Surveillance décide de proposer aux actionnaires un dividende net par action de 10 DH, payable soit en action, soit en numéraire, soit par combinaison de ces deux moyens.

| | 2016 | 2015 | 2014 |
|--|-------|------|-------|
| Dividendes (en dirhams) | | | |
| Dividende par action | 10,00 | 8,00 | 22,00 |
| Résultat net par action (en dirhams) | | | |
| Résultat net part du groupe par action | 28,37 | 7,52 | 22,27 |

INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

(En milliers de DH)

| Montants à payer aux parties liées et montants à en recevoir | Société-mère | Filiales | Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère | Entités contrôlées par la même société mère | Autres parties liées | Total |
|--|------------------|------------------|---|---|----------------------|------------------|
| Actifs : prêts et avances | 1 918 323 | 1 323 848 | - | - | - | 3 242 170 |
| Instruments de capitaux propres | - | - | - | - | - | - |
| Autres créances | - | - | - | - | - | - |
| Total des actifs | 1 918 323 | 1 323 848 | - | - | - | 3 242 170 |
| Passifs : dépôts et emprunts | 1 323 848 | 1 918 323 | - | - | - | 3 242 170 |
| Autres passifs financiers | - | - | - | - | - | - |
| Titres de dette | - | - | - | - | - | - |
| Passifs subordonnés | - | - | - | - | - | - |
| Paiements fondés sur des actions | - | - | - | - | - | - |
| Autres passifs | 34 482 | - | - | - | - | 34 482 |
| Total des passifs | 1 358 330 | 1 918 323 | - | - | - | 3 276 652 |
| Garanties émises par le groupe | 593 708 | - | - | - | - | 593 708 |
| Garanties reçues par le groupe | - | 593 708 | - | - | - | 593 708 |
| Dépréciations des créances douteuses | - | - | - | - | - | - |

| Charges et produits générés par des transactions entre parties liées | Société-mère | Filiales | Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère | Entités contrôlées par la même société mère | Autres parties liées | Total |
|--|----------------|---------------|---|---|----------------------|----------------|
| Total des charges dont : | 8 672 | 62 549 | - | - | - | 71 221 |
| Charges d'intérêts | 6 536 | 60 605 | - | - | - | 67 141 |
| Honoraires et commissions | 364 | 136 | - | - | - | 500 |
| Autres charges | 1 771 | 1 808 | - | - | - | 3 579 |
| Total des produits dont : | 103 284 | 18 125 | - | - | - | 121 408 |
| Produits d'intérêts | 60 605 | 6 536 | - | - | - | 67 141 |
| Honoraires et commissions | 136 | 364 | - | - | - | 500 |
| Autres produits | 8 061 | 8 024 | - | - | - | 16 085 |
| Produits de dividendes | 34 482 | 3 200 | - | - | - | 37 682 |

AVANTAGES AU PERSONNEL

L'engagement actualisé est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles, des augmentations de salaires, de l'âge de départ en retraite, de la mortalité, de la rotation du personnel ainsi que des taux d'actualisation.

Les modifications d'hypothèses actuarielles, ou la différence entre ces hypothèses et la réalité, donnent lieu à des écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi et qui sont comptabilisés en capitaux propres selon la méthode du SORIE, par contre, pour les avantages à long terme et les indemnités de fin de contrat de travail, ils continueront à être comptabilisés directement en résultat.

Le calcul est effectué par individu et la population est sélectionnée à la date de l'arrêté.

RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES :

Prime fin de carrière

- Prime servie aux collaborateurs au moment de leur départ en retraite ou en cas de décès.
- L'ancienneté minimum requise est de 20 ans
- Le montant de la prime est calculé en fonction du salaire au moment de la retraite et d'un coefficient déterminé par le nombre d'années d'ancienneté.

- Le montant de l'engagement dépend :

- de l'évolution du salaire,
- du nombre d'années d'ancienneté,
- de la probabilité de survie (table de mortalité),
- de la probabilité de présence (turn over),
- du nombre d'années restant à la retraite et du taux d'actualisation.

Prime de Fidélité

- Prime servie aux collaborateurs à l'ancienneté de 15, 20, 25, 30, 35 et 45 ans.
- Le montant de la prime est déterminé à partir d'un barème et du salaire au moment de l'octroi.
- Le montant de l'engagement dépend :
 - de l'évolution du salaire,
 - du nombre d'années d'ancienneté (barème),
 - de la probabilité de survie (table de mortalité),
 - de la probabilité de présence (turn over),
 - du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

Couverture Médicale

La CMIM, système de couverture médicale, est considérée comme un régime multi-employeurs à prestations définies. En l'absence d'informations suffisantes pour déterminer la part d'obligation qui revient au Crédit du Maroc, elle est traitée comptablement comme un régime à cotisations définies.

INDEMNITÉS DE FIN CONTRAT DE TRAVAIL

Indemnité de départ volontaire

- Régie par un protocole d'accord au niveau du GPBM, l'indemnité de départ volontaire permet aux salariés, et après accord du Directoire, de faire valoir leur droit à la retraite anticipée selon les critères d'éligibilité suivants :
 - à partir de 50 ans révolus pour les femmes
 - à partir de 55 ans révolus pour les hommes
 - avoir une ancienneté minimum de 21 ans de service
- Le montant de l'indemnité est calculé en fonction du salaire au moment du départ et d'un barème basé sur l'âge du collaborateur.
- Le montant de l'engagement dépend :
 - de l'évolution du salaire,
 - de l'âge au moment du départ (barème),
 - de la proportion des collaborateurs intéressés par le départ volontaire,
 - de la probabilité de survie (table de mortalité),
 - de la probabilité de présence (turn over),
 - du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

| | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|---------------|----------------|
| Provisions pour prime de fin carrière | 29 546 | 29 847 |
| Provisions pour indemnité de départ volontaire (*) | 30 900 | 43 025 |
| Provisions pour prime de fidélité | 30 892 | 29 030 |
| Total | 91 338 | 101 902 |

| | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|-------------------------------|------------|------------|
| Taux d'actualisation | 3,07% | 3,37% |
| Taux d'évolution des salaires | 3,50% | 3,75% |

(*) Provisions pour indemnité de départ volontaire hors reliquat Plan Accompagnement DV 2013.

Il est à noter que le Crédit du Maroc a engagé, en 2013, une action d'envergure sur l'ensemble de son périmètre visant à optimiser sa performance sur tous les axes. Ce plan, pluriannuel, porte le nom de CAP2018.

Cette inscription dans les comptes 2013 s'appuie notamment sur le fait que ce plan a été présenté au Conseil de Surveillance du 13 décembre 2013, a fait l'objet de plusieurs communications internes à la banque, ainsi qu'en Comité d'Entreprise ou il a été notamment expliqué que :

- le Crédit du Maroc lance un plan de départ volontaire en accompagnement des projets d'amélioration de l'efficacité et de gain de productivité,
- le traitement se fera sur la base du volontariat selon les principes de la convention collective du GPBM.

En accompagnement de ce plan, et conformément aux dispositions de la norme IAS 19 révisée relatives aux indemnités de cessation d'emploi, le Crédit du Maroc a inscrit sur les comptes de 2013 une provision couvrant l'estimation des frais que les actions induites par ce plan vont générer, notamment le coût d'accompagnement de départs volontaires de collaborateurs pour un montant global de 56 Millions de DH.

Par ailleurs, il a été décidé lors du Conseil de Surveillance du 09/12/2016 de maintenir le stock restant qui s'élève à 16,5 Millions de DH et de rallonger ainsi la période initiale jusqu'à fin décembre 2017.

COMPTABILISATION ENGAGEMENTS SOCIAUX

Le Groupe Crédit du Maroc a opté pour la comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux engagements sociaux postérieurs à l'emploi (prime de fin de carrière) en capitaux propres selon la méthode du SoRIE (Statement Of Recognised Income and Expenses).

Les avantages au personnel entrant dans les catégories IAS 19 des autres avantages long terme (Prime de fidélité) et des indemnités de fin de contrat de travail (Prime de départ volontaire) continueront à être comptabilisés en résultat.

L'impact des écarts actuariels sur engagements sociaux à fin décembre 2016 se présente comme suit :

| | Brut | ID | Net |
|--|--------|--------|--------|
| Impact Compte de Résultat | | | |
| Dotation Provision Engagements Sociaux | 6 594 | -2 440 | 4 154 |
| Impact Capitaux Propres | | | |
| Gains et Pertes actuariels / avantages post emploi | 26 161 | -9 680 | 16 482 |

EXTRAIT DES NOTES ET ANNEXES IFRS

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES CONSOLIDÉS)

| | |
|--|---|
|  <p>47, rue Allal Ben Abdellah 20 000 Casablanca Maroc</p> |  <p>35, Rue Aziz Bellal Maïrif 20 330 Casablanca Maroc</p> |
| GROUPE CREDIT DU MAROC | |
| ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DU BILAN ET DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDÉS | |
| <p>Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Du Maroc et ses filiales (Groupe Crédit Du Maroc) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie et l'état de variation des capitaux propres au terme de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 4.581.336, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 308.993.</p> | |
| <p>Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire du bilan et compte de produits et charges consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.</p> | |
| <p>Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit Du Maroc arrêtés au 31 décembre 2016, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).</p> | |
| Casablanca, le 13 février 2017 | |
| Les Commissaires aux Comptes | |
| <p>Fidarc Grant Thornton FIDAROC GRANT THORNTON Membre du Réseau Grant Thornton International 47, Rue Ben Abdellah - Casablanca Tél: 0522 54 48 00 / Fax: 0522 20 22 76</p> <p>Rachid Boumechraz Associé</p> | <p>PwC Maroc PwC Maroc SARL 35, Rue Aziz Bellal, Maïrif 20330 - Casablanca T: +212 (0) 522 99 98 00 / Fax: +212 (0) 522 23 88 70 RC 168787 / TP: 35722761 LE: 01106706 / CNSS 7567045</p> <p>Mohamed Rqibate Associé</p> |

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2016

BILAN (Y COMPRIS AGENCES À L'ÉTRANGER) AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| ACTIF | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|-------------------|-------------------|
| Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 2 069 488 | 1 412 931 |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés | 4 248 212 | 5 705 494 |
| . À vue | 572 893 | 1 724 998 |
| . À terme | 3 675 319 | 3 980 495 |
| Créances sur la clientèle | 36 111 319 | 35 562 334 |
| . Crédits de trésorerie et à la consommation | 12 562 584 | 12 048 680 |
| . Crédits à l'équipement | 7 314 558 | 6 968 391 |
| . Crédits immobiliers | 14 218 414 | 13 687 296 |
| . Autres crédits | 2 015 763 | 2 857 967 |
| Créances acquises par affacturage | - | - |
| Titres de transaction et de placement | 6 948 031 | 6 372 543 |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | 5 652 184 | 5 478 123 |
| . Autres titres de créance | 1 225 861 | 887 455 |
| . Titres de propriété | 69 986 | 6 965 |
| Autres actifs | 239 086 | 248 621 |
| Titres d'investissement | - | - |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | - | - |
| . Autres titres de créance | - | - |
| Titres de participation et emplois assimilés | 321 959 | 312 496 |
| Créances subordonnées | - | - |
| Immobilisations données en crédit-bail et en location | - | - |
| Immobilisations incorporelles | 127 706 | 131 499 |
| Immobilisations corporelles | 954 618 | 957 441 |
| Total de l'Actif | 51 020 419 | 50 703 359 |

| HORS BILAN | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|-------------------|-------------------|
| ENGAGEMENTS DONNÉS | 13 122 243 | 11 926 684 |
| Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés | - | - |
| Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle | 4 729 439 | 3 682 995 |
| Engagements de garantie d'ordre d'établis. de crédit et assimilés | 4 720 032 | 4 454 252 |
| Engagements de garantie d'ordre de la clientèle | 3 672 772 | 3 762 553 |
| Titres achetés à réméré | - | - |
| Autres titres à livrer | - | 26 884 |
| ENGAGEMENTS REÇUS | 2 869 915 | 3 306 111 |
| Engagements de financement reçus d'établis. de crédit et assimilés | - | - |
| Engagements de garantie reçus d'établis. de crédit et assimilés | 2 869 915 | 3 285 679 |
| Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers | - | - |
| Titres vendus à réméré | - | - |
| Autres titres à recevoir | - | 20 432 |

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (Y COMPRIS AGENCES À L'ÉTRANGER) AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| I- TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|------------------|------------------|
| + Intérêts et produits assimilés | 2 193 710 | 2 295 558 |
| - Intérêts et charges assimilés | 559 795 | 687 207 |
| MARGE D'INTÉRÊT | 1 633 915 | 1 608 352 |
| + Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | - | - |
| - Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | - | - |
| Résultat des opérations de crédit-bail et de location | - | - |
| + Commissions perçues | 310 309 | 292 593 |
| - Commissions servies | 36 125 | 31 304 |
| Marge sur commissions | 274 185 | 261 289 |
| + Résultat des opérations sur titres de transaction | 46 633 | 37 624 |
| + Résultat des opérations sur titres de placement | 4 708 | -502 |
| + Résultat des opérations de change | 79 284 | 72 852 |
| + Résultat des opérations sur produits dérivés | - | - |
| Résultat des opérations de marché | 130 625 | 109 975 |
| + Divers autres produits bancaires | 43 619 | 40 409 |
| - Diverses autres charges bancaires | 87 949 | 85 628 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 1 994 394 | 1 934 396 |
| + Résultat des opérations sur immobilisations financières | 2 004 | -754 |
| + Autres produits d'exploitation non bancaire | 3 958 | 2 912 |
| - Autres charges d'exploitation non bancaire | - | - |
| - Charges générales d'exploitation | 1 148 907 | 1 104 293 |
| RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 851 450 | 832 261 |
| + Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | -57 052 | -573 733 |
| + Autres dotations nettes de reprises aux provisions | -285 929 | -35 065 |
| RÉSULTAT COURANT | 508 468 | 223 464 |
| RÉSULTAT NON COURANT | -32 086 | -89 214 |
| - Impôts sur les résultats | 271 312 | 47 420 |
| RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | 205 070 | 86 830 |

| II- CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|----------------|----------------|
| RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | 205 070 | 86 830 |
| + Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 133 115 | 127 877 |
| + Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières | 1 058 | 754 |
| + Dotations aux provisions pour risques généraux | 291 662 | 25 196 |
| + Dotations aux provisions réglementées | - | - |
| + Dotations non courantes | - | - |
| - Reprises de provisions | 15 647 | 14 260 |
| - Plus-values de cession sur immob. incorporelles et corporelles | 58 | 81 |
| + Moins-values de cession sur immob. incorporelles et corporelles | - | - |
| - Plus-values de cession sur immobilisations financières | - | - |
| + Moins-values de cession sur immobilisations financières | - | - |
| - Reprises de subventions d'investissement reçues | - | - |
| + CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT | 615 200 | 226 317 |
| - Bénéfices distribués | 108 812 | 87 050 |
| AUTOFINANCEMENT | 506 388 | 139 267 |

(En milliers de DH)

| PASSIF | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|-------------------|-------------------|
| Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 10 | 7 |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 2 108 968 | 2 371 814 |
| . À vue | 246 037 | 929 610 |
| . À terme | 1 862 931 | 1 442 203 |
| Dépôts de la clientèle | 38 907 122 | 38 353 629 |
| . Comptes à vue créditeurs | 24 730 886 | 22 654 577 |
| . Comptes d'épargne | 9 012 029 | 8 843 468 |
| . Dépôts à terme | 4 294 026 | 5 888 792 |
| . Autres comptes créditeurs | 870 180 | 966 792 |
| Titres de créance émis | 2 440 185 | 3 519 495 |
| . Titres de créance négociables | 2 440 185 | 3 519 495 |
| . Emprunts obligataires | - | - |
| . Autres titres de créance émis | - | - |
| Autres passifs | 620 266 | 353 783 |
| Provisions pour risques et charges | 752 847 | 531 184 |
| Provisions réglementées | - | - |
| Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie | - | - |
| Dettes subordonnées | 2 025 741 | 1 526 189 |
| Écarts de réévaluation | - | - |
| Réserves et primes liées au capital | 2 625 959 | 2 623 937 |
| Capital | 1 088 121 | 1 088 121 |
| Actionnaires. Capital non versé (-) | - | - |
| Report à nouveau (+/-) | 246 130 | 248 372 |
| Résultats nets en instance d'affectation (+/-) | - | - |
| Résultat net de l'exercice (+/-) | 205 070 | 86 830 |
| Total du Passif | 51 020 419 | 50 703 359 |

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Y COMPRIS AGENCES À L'ÉTRANGER) DU 01/01/2016 AU 31/12/2016

(En milliers de DH)

| LIBELLE | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|------------------|------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE | 2 711 238 | 2 746 314 |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 150 708 | 167 075 |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 1 908 102 | 1 963 602 |
| Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | 134 900 | 164 882 |
| Produits sur titres de propriété | 43 389 | 40 409 |
| Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | - | - |
| Commissions sur prestations de service | 306 832 | 289 140 |
| Autres produits bancaires | 167 308 | 121 207 |
| CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | 716 844 | 811 918 |
| Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 25 289 | 20 935 |
| Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle | 355 085 | 445 965 |
| Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis | 179 420 | 220 306 |
| Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | - | - |
| Autres charges bancaires | 157 049 | 124 711 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 1 994 394 | 1 934 396 |
| Produits d'exploitation non bancaire | 3 958 | 2 912 |
| Charges d'exploitation non bancaire | - | - |
| CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION | 1 148 907 | 1 104 293 |
| Charges de personnel | 632 397 | 613 081 |
| Impôts et taxes | 23 695 | 18 480 |
| Charges externes | 352 376 | 338 704 |
| Autres charges générales d'exploitation | 7 323 | 6 150 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 133 115 | 127 877 |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES | 1 266 683 | 1 065 134 |
| Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 676 317 | 843 941 |
| Pertes sur créances irrécouvrables | 261 367 | 156 878 |
| Autres dotations aux provisions | 328 999 | 64 315 |
| REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES | 925 705 | 455 583 |
| Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 870 183 | 414 966 |
| Récupérations sur créances amorties | 10 449 | 12 121 |
| Autres reprises de provisions | 45 074 | 28 496 |
| RÉSULTAT COURANT | 508 468 | 223 464 |
| Produits non courants | 1 924 | 14 633 |
| Charges non courantes | 34 010 | 103 848 |
| RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS | 476 382 | 134 249 |
| Impôts sur les résultats | 271 312 | 47 420 |
| RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | 205 070 | 86 830 |

CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| Deuxième semestre 2016 | Premier semestre 2016 | Deuxième semestre 2015 |
|------------------------|-----------------------|------------------------|
| 1 315 399 | 1 395 839 | 1 347 722 |

ÉTAT DES CRÉANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| | Montants au 31/12/2016 | | Montants au 31/12/2015 | |
|------------------------|------------------------|------------------|------------------------|------------------|
| | Créances | Provisions * | Créances | Provisions * |
| Créances pré-douteuses | 273 621 | 30 125 | 289 128 | 30 479 |
| Créances douteuses | 513 900 | 432 622 | 594 799 | 476 532 |
| Créances compromises | 3 308 577 | 3 015 967 | 3 509 315 | 3 177 673 |
| TOTAL | 4 096 098 | 3 478 714 | 4 096 098 | 3 478 714 |

(*) y compris agios réservés

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2016

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|------------------|------------------|
| Produits d'exploitation bancaire perçus | 2 660 520 | 2 700 689 |
| Récupérations sur créances amorties | 10 449 | 12 121 |
| Produits d'exploitation non bancaire perçus | 5 882 | 17 465 |
| Charges d'exploitation bancaire versées | -716 732 | -808 768 |
| Charges d'exploitation non bancaire versées | -33 403 | -103 848 |
| Charges générales d'exploitation versées | -1 015 792 | -976 416 |
| Impôts sur les résultats versés | -271 312 | -47 420 |
| I - Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges | 639 612 | 793 824 |
| Variation de : | | |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés | 1 566 121 | 1 695 151 |
| Créances sur la clientèle | -789 515 | -2 347 880 |
| Titres de transaction et de placement | -572 676 | -2 055 767 |
| Autres actifs | 149 535 | -79 195 |
| Immobilisations données en crédit-bail et en location | - | - |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | -262 845 | 1 068 574 |
| Dépôts de la clientèle | 553 493 | 1 355 779 |
| Titres de créance émis | -1 079 310 | -401 931 |
| Autres passifs | 126 483 | 24 085 |
| II - Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation | -308 714 | -741 184 |
| III - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II) | 330 898 | 52 639 |
| Produit des cessions d'immobilisations financières | 4 500 | - |
| Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | 58 | 81 |
| Acquisition d'immobilisations financières | -11 959 | -9 059 |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles | -127 115 | -103 563 |
| Intérêts perçus | 4 280 | 5 216 |
| Dividendes perçus | 43 389 | 40 409 |
| IV - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | -86 847 | -66 916 |
| Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus | - | - |
| Emission de dettes subordonnées | 499 552 | -1 989 |
| Emission d'actions | - | 99 694 |
| Remboursement des capitaux propres et assimilés | - | - |
| Intérêts versés | - | - |
| Dividendes versés | -87 050 | -234 938 |
| V - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | 412 502 | -137 232 |
| VI - VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III + IV + V) | 656 553 | -151 509 |
| VII - TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE | 1 412 924 | 1 564 433 |
| VIII - TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE | 2 069 477 | 1 412 924 |

ÉTAT A1 - PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 31 DÉCEMBRE 2016

INDICATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le plan comptable des établissements de crédit (P.C.E.C) entré en vigueur depuis le 01/01/2000.
Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du P.C.E.C.

ÉTAT A2- ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2016

| Indications des dérogations | Justifications des dérogations | Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats |
|--|--------------------------------|---|
| I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux | | N E A N T |
| II. Dérogations aux méthodes d'évaluation | | N E A N T |
| III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse | | N E A N T |

ÉTAT A3- ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES AU 31 DÉCEMBRE 2016

| Nature des changements | Justifications des changements | Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats |
|--|--------------------------------|---|
| I. Changements affectant les méthodes d'évaluation | | N E A N T |
| II. Changements affectant les règles de présentation | | N E A N T |

ÉTAT B1- CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| CRÉANCES | Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux | Banques au Maroc | Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc | Établissements de crédit à l'étranger | Total 31/12/2016 | Total 31/12/2015 |
|------------------------------|---|------------------|---|---------------------------------------|------------------|------------------|
| Comptes ordinaires débiteurs | 1 350 684 | 7 | 183 855 | 317 437 | 1 851 982 | 1 136 436 |
| Valeurs reçues en pension | - | 663 138 | - | - | 663 138 | 1 501 094 |
| - au jour le jour | - | - | - | - | - | - |
| - à terme | - | 663 138 | - | - | 663 138 | 1 101 021 |
| Prêts de trésorerie | - | 389 002 | 365 000 | - | 754 002 | 2 048 508 |
| - au jour le jour | - | - | - | - | - | 700 988 |
| - à terme | - | 389 002 | 365 000 | - | 754 002 | 1 347 520 |
| Prêts financiers | - | - | 2 230 347 | - | 2 230 347 | 1 507 849 |
| Autres créances | - | 9 589 | 69 976 | - | 79 565 | 54 041 |
| Intérêts courus à recevoir | - | 3 903 | 19 644 | - | 23 546 | 15 379 |
| Créances en souffrance | - | - | 1 | - | 1 | 2 |
| TOTAL | 1 350 684 | 1 065 639 | 2 868 823 | 317 437 | 5 602 582 | 6 263 309 |

ÉTAT B2- CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| CRÉANCES | Secteur public | Secteur privé | | | Total 31/12/2016 | Total 31/12/2015 |
|------------------------------------|------------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | Entreprises financières | Entreprises non financières | Autre clientèle | | |
| Crédits de trésorerie | 285 238 | - | 9 187 572 | 173 583 | 9 646 393 | 9 192 921 |
| Comptes à vue débiteurs | 155 238 | - | 2 384 651 | 167 337 | 2 707 226 | 2 615 250 |
| Créances commerciales sur le Maroc | - | - | 1 086 876 | - | 1 086 876 | 1 404 631 |
| Crédits à l'exportation | - | - | 330 194 | - | 330 194 | 222 247 |
| Autres crédits de trésorerie | 130 000 | - | 5 385 850 | 6 246 | 5 522 097 | 4 950 793 |
| Crédits à la consommation | - | - | - | 2 785 894 | 2 785 894 | 2 706 856 |
| Crédits à l'équipement | 2 922 452 | - | 4 237 077 | 3 150 | 7 162 679 | 6 801 822 |
| Crédits immobiliers | - | - | 2 311 691 | 11 854 595 | 14 166 286 | 13 635 621 |
| Autres crédits | - | 1 229 623 | 9 330 | - | 1 238 953 | 1 925 749 |
| Créances acquises par affacturage | - | - | - | - | - | - |
| Intérêts courus à recevoir | - | 65 143 | 269 418 | - | 334 560 | 367 447 |
| Créances en souffrance | - | - | 140 956 | 635 599 | 776 554 | 931 918 |
| - Créances pré-douteuses | - | - | 33 749 | 209 747 | 243 496 | 258 648 |
| - Créances douteuses | - | - | 48 648 | 32 630 | 81 278 | 118 267 |
| - Créances compromises | - | - | 58 559 | 393 222 | 451 781 | 555 003 |
| TOTAL | 3 207 690 | 1 294 765 | 16 156 043 | 15 452 822 | 36 111 319 | 35 562 334 |

ÉTAT B3 - VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| TITRES | Etablissements de crédit et assimilés | Émetteurs publics | Émetteurs privés | | Total 31/12/2016 | Total 31/12/2015 |
|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|
| | | | financiers | non financiers | | |
| TITRES COTÉS | - | - | - | - | - | - |
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | - | - | - | - | - | - |
| Obligations | - | - | - | - | - | - |
| Autres titres de créance | - | - | - | - | - | - |
| Titres de propriété | - | - | - | - | - | - |
| TITRES NON COTÉS | 1 225 861 | 5 652 184 | 69 919 | 67 | 6 948 031 | 6 372 543 |
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | - | 5 652 184 | - | - | 5 652 184 | 2 262 981 |
| Obligations | - | - | - | - | - | - |
| Autres titres de créance | 1 225 861 | - | - | - | 1 225 861 | 4 102 597 |
| Titres de propriété | - | - | 69 919 | 67 | 69 986 | 6 965 |
| TOTAL | 1 225 861 | 5 652 184 | 69 919 | 67 | 6 948 031 | 6 372 543 |

ÉTAT B4 - VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET D'INVESTISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| TITRES | Valeur comptable brute | Valeur actuelle | Valeur de remboursement | Plus-values latentes | Moins-values latentes | Provisions |
|--------------------------------------|------------------------|------------------|-------------------------|----------------------|-----------------------|------------|
| Titres de transaction | 2 097 459 | 2 097 459 | 2 065 200 | - | - | - |
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | 1 390 578 | 1 390 578 | 1 367 700 | - | - | - |
| Obligations | 706 881 | 706 881 | 697 500 | - | - | - |
| Autres titres de créance | - | - | - | - | - | - |
| Titres de propriété | - | - | - | - | - | - |
| Titres de placement | 4 851 057 | 4 850 573 | 4 596 584 | 54 461 | 484 | 484 |
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | 4 261 741 | 4 261 606 | 4 084 900 | 54 407 | 134 | 134 |
| Obligations | - | - | - | - | - | - |
| Autres titres de créance | 519 083 | 518 980 | 511 684 | 54 | 102 | 102 |
| Titres de propriété | 70 234 | 69 986 | - | - | 248 | 248 |
| Titres d'investissement | - | - | - | - | - | - |
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | - | - | - | - | - | - |
| Obligations | - | - | - | - | - | - |
| Autres titres de créance | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 6 948 516 | 6 948 032 | 6 661 784 | 54 461 | 484 | 484 |

ÉTAT B5 - DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| ACTIF | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|----------------|----------------|
| INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS | - | - |
| OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES | - | - |
| DÉBITEURS DIVERS | 192 345 | 200 956 |
| Sommes dues par l'État | 157 309 | 163 848 |
| Sommes dues par les organismes de prévoyance | - | - |
| Sommes diverses dues par le personnel | 2 918 | 3 584 |
| Comptes clients de prestations non bancaires | -85 | 36 |
| Divers autres débiteurs | 32 203 | 33 488 |
| VALEURS ET EMPLOIS DIVERS | 3 651 | 3 956 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | 43 090 | 43 709 |
| Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan | - | - |
| Comptes d'écarts sur devises et titres | 9 477 | 7 326 |
| Résultats sur produits dérivés de couverture | - | - |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | 3 104 | 5 679 |
| Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc | 1 456 | 1 527 |
| Produits à recevoir | 2 934 | 1 436 |
| Charges constatées d'avance | 14 970 | 20 922 |
| Autres comptes de régularisation | 11 149 | 6 819 |
| CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES | - | - |
| TOTAL | 239 086 | 248 621 |

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2016

ÉTAT B6 - TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| Dénomination de la société émettrice | Secteur d'activité | Capital social | Participation au capital en % | Prix d'acquisition global | Valeur comptable nette | Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice | | | Produits inscrits au CPC de l'exercice | |
|---|------------------------|----------------|-------------------------------|---------------------------|------------------------|--|-----------------|----------------|--|---------------|
| | | | | | | Date de clôture de l'exercice | Situation nette | Résultat net | | |
| Participations dans les entreprises liées | | | | | | 271 598 | 271 598 | 326 299 | 59 042 | 34 482 |
| CRÉDIT DU MAROC OFFSHORE (en USD) | Etab. de Crédit | 1 655 | 100,00% | 7 443 | 7 443 | 31/12/16 | 2 473 | 237 | - | |
| CRÉDIT DU MAROC ASSURANCE | Assurance | 200 | 100,00% | 200 | 200 | 31/12/16 | 29 917 | 28 395 | 27 182 | |
| CRÉDIT DU MAROC CAPITAL | Financière | 10 000 | 100,00% | 9 999 | 9 999 | 31/12/16 | 42 273 | 31 186 | 2 500 | |
| CRÉDIT DU MAROC LEASING | Etab. de Crédit | 124 000 | 66,67% | 87 347 | 87 347 | 31/12/16 | 98 011 | 1 066 | - | |
| CRÉDIT DU MAROC PATRIMOINE | Financière | 1 000 | 60,00% | 600 | 600 | 31/12/16 | 8 605 | 7 101 | 4 800 | |
| SIFIM | Immobilière | 168 321 | 100,00% | 166 009 | 166 009 | 31/12/16 | 145 020 | -8 943 | - | |
| Autres titres de participation et emplois assimilés | | | | | | 55 206 | 50 361 | - | - | 8 907 |
| Atlasnet | Sce Informatique | 8 000 | 31,25% | 2 500 | - | | | | | |
| Holding Sincomar | Sté Participation | 300 | 27,97% | 21 | - | | | | | |
| Ecoparc de Berrechid | Industriel | 55 000 | 16,36% | 9 000 | 8 933 | | | | | |
| Settapark | Industriel | 40 000 | 16,32% | 6 530 | 4 962 | | | | | |
| Interbank | Etab. de Crédit | 11 500 | 16,00% | 1 840 | 1 840 | | | | | |
| Sogepos | Industriel | 35 000 | 13,20% | 4 622 | 4 622 | | | | 217 | |
| Centre Monétique Interbancaire | Etab. de Crédit | 98 200 | 11,20% | 11 000 | 11 000 | | | | 7 700 | |
| Eurocheques Maroc | Moyen de paiement | 500 | 6,68% | 33 | - | | | | | |
| Ste Immob Interbancaire | Financière | 19 005 | 6,67% | 1 267 | 1 007 | | | | | |
| Ste Marocaine de Gestion de Fonds de Garantie et de Dépôts Bc | Financière | 1 000 | 5,88% | 59 | 59 | | | | | |
| AGRAM INVEST | Fonds d'investissement | 40 060 | 5,54% | 2 221 | 1 825 | | | | | |
| SOGEPIB | Industriel | 18 000 | 5,00% | 900 | 900 | | | | 990 | |
| Divers | - | - | - | 15 213 | 15 213 | | | | | |
| TOTAL | | | | 326 804 | 321 959 | | 326 299 | 59 042 | 43 389 | |

ÉTAT B9 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| Nature | Montant brut au début de l'exercice | Montant des acquisitions au cours de l'exercice | Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice | Montant brut à la fin de l'exercice | Amortissements et/ou provisions | | | | Autres mouvements | Montant net à la fin de l'exercice |
|--|-------------------------------------|---|---|-------------------------------------|--|---------------------------------|---|------------------|-------------------|------------------------------------|
| | | | | | Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice | Dotation au titre de l'exercice | Montant des amortissements sur immobilisations sortie | Cumul | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 520 695 | 63 373 | 34 313 | 549 755 | 389 002 | 32 878 | - | 421 881 | -168 | 127 706 |
| - Droit au bail | 28 036 | - | - | 28 036 | - | 5 255 | - | 5 255 | - | 22 782 |
| - Immobilisations en recherche et développement | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - Autres immobilisations incorporelles d'exploitation | 492 659 | 63 373 | 34 313 | 521 719 | 389 002 | 27 624 | - | 416 626 | - | 105 092 |
| - Immobilisations incorporelles hors exploitation | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - Ecart de conversion | - | - | - | - | - | - | - | - | -168 | -168 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 2 086 257 | 161 246 | 71 724 | 2 175 779 | 1 128 824 | 100 218 | -7 794 | 1 221 248 | 86 | 954 617 |
| - Immeubles d'exploitation | 873 659 | 41 603 | 21 177 | 894 085 | 310 826 | 23 747 | - | 334 573 | - | 559 512 |
| . Terrain d'exploitation | 252 778 | 19 894 | - | 272 672 | - | - | - | - | - | 272 672 |
| . Immeubles d'exploitation. Bureaux | 590 077 | 21 709 | 21 177 | 590 609 | 281 092 | 23 256 | - | 304 348 | - | 286 261 |
| . Immeubles d'exploitation. Logements de fonction | 30 804 | - | - | 30 804 | 29 735 | 491 | - | 30 225 | - | 579 |
| - Mobilier et matériel d'exploitation | 515 682 | 15 562 | 1 846 | 529 398 | 435 198 | 28 630 | -1 303 | 462 525 | - | 66 873 |
| . Mobilier de bureau d'exploitation | 94 310 | 4 105 | 1 116 | 97 299 | 83 353 | 4 834 | -1 116 | 87 071 | - | 10 228 |
| . Matériel de bureau d'exploitation | 21 319 | 4 221 | 548 | 24 991 | 12 787 | 1 945 | -5 | 14 727 | - | 10 265 |
| . Matériel de bureau Telecom | 65 684 | 1 355 | - | 67 039 | 53 527 | 4 745 | - | 58 271 | - | 8 767 |
| . Matériel Informatique | 259 423 | 5 300 | 168 | 264 555 | 219 048 | 14 066 | -168 | 232 946 | - | 31 609 |
| . Matériel roulant rattaché à l'exploitation | 7 177 | - | - | 7 177 | 6 918 | 210 | - | 7 128 | - | 49 |
| . Autres matériels d'exploitation | 67 769 | 582 | 14 | 68 337 | 59 565 | 2 830 | -14 | 62 381 | - | 5 955 |
| - Autres immobilisations corporelles d'exploitation | 631 208 | 52 746 | 48 680 | 635 273 | 348 632 | 44 568 | -6 471 | 386 729 | - | 248 544 |
| - Immobilisations corporelles hors exploitation | 65 708 | 51 335 | 21 | 117 022 | 34 167 | 3 274 | -21 | 37 420 | - | 79 602 |
| . Terrains hors exploitation | - | 50 067 | - | 50 067 | - | - | - | - | - | 50 067 |
| . Immeubles hors exploitation | 46 845 | - | - | 46 845 | 23 953 | 1 718 | - | 25 670 | - | 21 174 |
| . Mobiliers et matériel hors exploitation | 6 946 | 955 | 21 | 7 881 | 4 908 | 700 | -21 | 5 588 | - | 2 292 |
| . Autres immobilisations corporelles hors exploitation | 11 917 | 314 | - | 12 230 | 5 306 | 855 | - | 6 162 | - | 6 068 |
| - Ecart de conversion | - | - | - | - | - | - | - | - | 86 | 86 |
| Total | 2 606 952 | 224 620 | 106 037 | 2 725 534 | 1 517 826 | 133 096 | -7 794 | 1 643 129 | -82 | 1 082 324 |

ÉTAT B9 Bis - PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| Libellé de la rubrique | Montant brut | Amortissements cumulés | Valeur comptable nette | Produits de cession | Plus-values de cession | Moins-values ou perte de cession |
|---|--------------|------------------------|------------------------|---------------------|------------------------|----------------------------------|
| Immobilisations incorporelles | - | - | - | - | - | - |
| Autres immobilisations incorporelles d'exploitation | - | - | - | - | - | - |
| Immobilisations corporelles | 8 460 | 7 796 | 664 | 58 | 58 | 664 |
| Immeubles d'exploitation | - | - | - | - | - | - |
| Immeuble d'exploitation bureaux | - | - | - | - | - | - |
| Immeuble d'exploitation logement de fonction | - | - | - | - | - | - |
| Mobilier et matériel d'exploitation | 1 325 | 1 325 | - | 58 | 58 | - |
| Mobilier de bureau d'exploitation | 1 116 | 1 116 | - | 24 | 24 | - |
| Matériel de bureau d'exploitation | 5 | 5 | - | - | - | - |
| Matériel de bureau Télécom | - | - | - | - | - | - |
| Matériel informatique | 168 | 168 | - | 30 | 30 | - |
| Matériel d'imprimerie | - | - | - | - | - | - |
| Matériel roulant rattaché à l'exploitation | - | - | - | - | - | - |
| Autres matériel d'exploitation | - | - | - | - | - | - |
| Outillage | - | - | - | - | - | - |
| Matériel de sécurité | 7 | 7 | - | - | - | - |
| Petit mobilier matériel et outillage | 8 | 8 | - | 1 | 1 | - |
| Coffres forts | - | - | - | - | - | - |
| Mobilier Hors exploitation | 21 | 21 | - | 3 | 3 | - |
| Autres immobilisations corporelles d'exploitation | 7 135 | 6 471 | 664 | - | - | 664 |
| Agencement et aménagement | 7 135 | 6 471 | 664 | - | - | 664 |
| Total | 8 460 | 7 796 | 664 | 58 | 58 | 664 |

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2016

ÉTAT B10 - DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| DETTES | Établissements de crédit et assimilés au Maroc | | | Établissements de crédit à l'étranger | Total 31/12/2016 | Total 31/12/2015 |
|-------------------------------|---|------------------|---|---------------------------------------|------------------|------------------|
| | Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux | Banques au Maroc | Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc | | | |
| Comptes ordinaires créditeurs | 10 | 340 | 42 215 | 174 537 | 217 102 | 25 752 |
| Valeurs données en pension | - | - | - | - | - | - |
| - Au jour le jour | - | - | - | - | - | - |
| - À terme | - | - | - | - | - | - |
| Emprunts de trésorerie | - 1 860 070 | - | - | - 1 860 070 | 2 335 506 | - |
| - Au jour le jour | - | - | - | - | - | 896 032 |
| - À terme | - 1 860 070 | - | - | - 1 860 070 | 1 439 474 | - |
| Emprunts financiers | 2 285 | - | - | 2 285 | 2 391 | - |
| Autres dettes | - | 278 | 28 945 | 8 | 29 231 | 8 062 |
| Intérêts courus à payer | - | - | - | 290 | 290 | 109 |
| TOTAL | 2 295 | 1 860 688 | 71 160 | 174 836 | 2 108 979 | 2 371 820 |

ÉTAT B11- DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| DÉPÔTS | Secteur public | Secteur privé | | | Total 31/12/2016 | Total 31/12/2015 |
|---------------------------|----------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | Entreprises financières | Entreprises non financières | Autre clientèle | | |
| Comptes à vue créditeurs | 111 382 | 159 118 | 6 419 481 | 18 040 893 | 24 730 873 | 22 654 577 |
| Comptes d'épargne | - | - | - | 8 970 974 | 8 970 974 | 8 793 305 |
| Dépôts à terme | - | 20 000 | 410 359 | 3 806 476 | 4 236 835 | 5 789 870 |
| Autres comptes créditeurs | - | 4 918 | 511 467 | 344 163 | 860 548 | 959 667 |
| Intérêts courus à payer | - | - | - | 107 892 | 107 892 | 156 210 |
| TOTAL | 111 382 | 184 036 | 7 341 307 | 31 270 398 | 38 907 122 | 38 353 629 |

ÉTAT B12 - ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS DE CERTIFICATS DE DÉPÔT INSCRITS EN COMPTE AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| Nature des Titres | Date de jouissance | Date d'échéance | Valeur nominale unitaire | Taux nominal | Mode de remboursement | Montant Global |
|-----------------------|--------------------|-----------------|--------------------------|--------------|-----------------------|------------------|
| Certificats de dépôts | 28/02/12 | 28/02/17 | 100,00 | 3,41% | INFINE | 500 000 |
| Certificats de dépôts | 30/03/12 | 30/03/17 | 100,00 | 3,09% | INFINE | 335 000 |
| Certificats de dépôts | 30/04/12 | 30/04/17 | 100,00 | 3,04% | INFINE | 100 000 |
| Certificats de dépôts | 21/12/12 | 21/12/17 | 100,00 | 3,63% | INFINE | 170 000 |
| Certificats de dépôts | 02/08/13 | 02/08/18 | 100,00 | 5,43% | INFINE | 300 000 |
| Certificats de dépôts | 04/11/14 | 04/11/19 | 100,00 | 3,86% | INFINE | 500 000 |
| Certificats de dépôts | 23/12/16 | 23/06/17 | 100,00 | 2,41% | INFINE | 250 000 |
| Certificats de dépôts | 23/12/16 | 22/09/17 | 100,00 | 2,49% | INFINE | 250 000 |
| TOTAL | | | | | | 2 405 000 |

ÉTAT B16 - DETTES SUBORDONNÉES AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| Monnaie de l'emprunt | Montant en monnaie de l'emprunt | Cours ⁽¹⁾ | Taux | Durée ⁽²⁾ | Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité ⁽³⁾ | Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaieur en KDH) | dont entreprises liées | | dont autres apparentés | |
|----------------------|---------------------------------|----------------------|-------|----------------------|---|--|---------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|
| | | | | | | | Montant N (en contrevaieur KDH) | Montant N-1 (en contrevaieur KDH) | Montant N (en contrevaieur KDH) | Montant N-1 (en contrevaieur KDH) |
| MAD | 500 000 | 1 | 5,87% | 10 ANS | INFINE | 500 000 | | | | |
| MAD | 500 000 | 1 | 3,26% | 10 ANS | INFINE | 500 000 | | | | |
| MAD | 93 100 | 1 | 5,02% | 10 ANS | INFINE | 93 100 | | | | |
| MAD | 108 800 | 1 | 5,02% | 10 ANS | INFINE | 108 800 | | | | |
| MAD | 46 900 | 1 | 3,47% | 10 ANS | INFINE | 46 900 | | | | |
| MAD | 251 200 | 1 | 3,71% | 10 ANS | INFINE | 251 200 | | | | |
| MAD | 55 000 | 1 | 3,93% | 10 ANS | INFINE | 55 000 | | | | |
| MAD | 445 000 | 1 | 3,13% | 10 ANS | INFINE | 445 000 | | | | |
| TOTAL | 2 000 000 | | | | | 2 000 000 | | | | |

(1) cours BAM au 31/12/N

(2) éventuellement indéterminée

(3) se référer au contrat de dettes subordonnées

ÉTAT B13 - DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| PASSIF | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|----------------|----------------|
| INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS | - | - |
| OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES | - | - |
| CRÉDITEURS DIVERS | 343 850 | 133 342 |
| Sommes dues à l'État | 251 310 | 47 158 |
| Sommes dues aux organismes de prévoyance | 24 868 | 22 443 |
| Sommes diverses dues au personnel | - | - |
| Sommes diverses dues aux actionnaires et associés | 4 434 | 4 139 |
| Fournisseurs de biens et services | - | - |
| Divers autres créditeurs | 63 239 | 59 602 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | 276 415 | 220 441 |
| Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan | - | - |
| Comptes d'écarts sur devises et titres | 463 | 1 083 |
| Résultats sur produits dérivés de couverture | - | - |
| Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc | 161 | 16 |
| Charges à payer | 215 326 | 181 215 |
| Produits constatés d'avance | 8 229 | 9 093 |
| Autres comptes de régularisation | 52 236 | 29 034 |
| TOTAL | 620 266 | 353 783 |

ÉTAT B14 - PROVISIONS DU 01/01/2016 AU 31/12/2016

(En milliers de DH)

| PROVISIONS | Encours 31/12/2015 | Dotations | Reprises | Autres variations | Encours 31/12/2016 |
|---|--------------------|------------------|----------------|-------------------|--------------------|
| PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR : | 3 276 213 | 642 484 | 776 853 | -264 | 3 141 581 |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés | - | - | - | - | - |
| Créances sur la clientèle | 3 266 067 | 641 190 | 770 743 | -264 | 3 136 250 |
| Titres de placement | 3 296 | 236 | 3 048 | - | 484 |
| Titres de participation et emplois assimilés | 6 850 | 1 058 | 3 062 | - | 4 846 |
| Immobilisations en crédit-bail et en location | - | - | - | - | - |
| Autres actifs | - | - | - | - | - |
| PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF : | 531 185 | 362 969 | 141 230 | -77 | 752 847 |
| Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature | 223 361 | 35 126 | 99 316 | - | 159 171 |
| Provisions pour risques de change | - | - | - | - | - |
| Provisions pour risques généraux | 143 508 | 291 662 | 12 584 | - | 422 586 |
| Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires | 70 135 | 2 371 | - | - | 72 506 |
| Provisions pour autres risques et charges | 94 181 | 33 810 | 29 330 | -77 | 98 584 |
| Provisions réglementées | - | - | - | - | - |
| TOTAL GÉNÉRAL | 3 807 398 | 1 005 453 | 918 083 | -341 | 3 894 427 |

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2016

ÉTAT B17 - CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2016

(En milliers de DH)

| CAPITAUX PROPRES | Encours 01/01/2016 | Affectation du résultat | Autres variations | Encours 31/12/2016 |
|--|-----------------------|----------------------------|----------------------|-----------------------|
| Ecart de réévaluation | - | - | - | - |
| Réserve légale | 106 790 | 2 022 | | 108 812 |
| Autres réserves | 1 137 487 | | | 1 137 487 |
| Primes d'émission, de fusion et d'apport | 1 379 660 | | | 1 379 660 |
| Capital | 1 088 121 | | | 1 088 121 |
| Capital appelé | 1 088 121 | | | 1 088 121 |
| Capital non appelé | - | | | - |
| Certificats d'investissement | - | | | - |
| Fonds de dotations | - | | | - |
| Actionnaires. Capital non versé | - | | | - |
| Report à nouveau (+/-) | 248 372 | -2 242 | | 246 130 |
| Résultats nets en instance d'affectation (+/-) | - | 87 050 | -87 050 | - |
| Résultat net de l'exercice (+/-) | 86 830 | -86 830 | 205 070 | 205 070 |
| TOTAL | 4 047 259 | - | 118 020 | 4 165 279 |

ÉTAT B20 - OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS AU 31/12/2016

(En milliers de DH)

| | Opérations de couverture | | Autres opérations | |
|---|--------------------------|------------|-------------------|------------|
| | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
| Opérations de change à terme | 1 746 766 | 1 891 625 | | |
| Devises à recevoir | 269 847 | 574 637 | | |
| Dirhams à livrer | 273 972 | 129 832 | | |
| Devises à livrer | 597 066 | 816 795 | | |
| Dirhams à recevoir | 605 881 | 370 361 | | |
| Dont swaps financiers de devises | - | - | - | - |
| Engagements sur produits dérivés | - | - | - | - |
| Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt | - | - | - | - |
| Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt | - | - | - | - |
| Engagements sur marchés réglementés de cours de change | - | - | - | - |
| Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change | - | - | - | - |
| Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments | - | - | - | - |
| Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments | - | - | - | - |

ÉTAT B18 - ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|-------------------|-------------------|
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS | 13 122 243 | 11 926 684 |
| Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés | - | - |
| Crédits documentaires import | - | - |
| Acceptations ou engagements de payer | - | - |
| Filets de sécurité | - | - |
| Ouvertures de crédit confirmés | - | - |
| Engagements de substitution sur émission de titres | - | - |
| Engagements irrévocables de crédit-bail | - | - |
| Autres engagements de financement donnés | - | - |
| Engagements de financement en faveur de la clientèle | 4 729 439 | 3 682 995 |
| Crédits documentaires import | 1 267 986 | 1 035 098 |
| Acceptations ou engagements de payer | 382 714 | 382 376 |
| Ouvertures de crédits permanents | - | - |
| Ouvertures de crédit confirmés | 3 078 389 | 2 265 198 |
| Autres ouvertures de crédit confirmés | 350 | 323 |
| Engagements de substitution sur émission de titres | - | - |
| Engagements irrévocables de crédit-bail | - | - |
| Engagements de financement sur opérations de Ijara et de Mourabaha | - | - |
| Autres engagements de financement donnés | - | - |
| Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés | 4 720 032 | 4 454 252 |
| Crédits documentaires export confirmés | 5 008 | 22 073 |
| Acceptations ou engagements de payer | - | - |
| Garanties données aux fonds de placements collectifs en titrisation | - | - |
| Garanties de crédits données | 626 968 | 325 538 |
| Autres cautions, avals et garanties donnés | 4 088 057 | 4 106 641 |
| Engagements en souffrance | - | - |
| Engagements de garantie d'ordre de la clientèle | 3 672 772 | 3 762 553 |
| Garanties de crédits données | 591 648 | 663 589 |
| Cautions et garanties en faveur de l'administration publique | 2 479 384 | 2 578 806 |
| Autres cautions et garanties données | 601 740 | 520 157 |
| Engagements en souffrance | - | - |
| Autres titres à livrer | - | 26 884 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS | 2 869 915 | 3 306 111 |
| Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés | - | - |
| Ouvertures de crédit confirmés | - | - |
| Engagements de substitution sur émission de titres | - | - |
| Autres engagements de financement reçus | - | - |
| Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés | 2 869 915 | 3 285 679 |
| Garanties de crédits | 6 934 | - |
| Autres garanties reçues | 2 862 981 | 3 285 679 |
| Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers | - | - |
| Garanties de crédits | - | - |
| Autres garanties reçues | - | - |
| Autres titres à recevoir | - | 20 432 |

ÉTAT B22 - VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| | D ≤ 1 mois | 1 mois < D ≤ 3 mois | 3 mois < D ≤ 1 an | 1 an < D ≤ 5 ans | D > 5 ans | TOTAL |
|---|------------------|---------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| ACTIF | | | | | | |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés | 1 438 355 | 59 402 | 190 936 | 1 654 777 | 254 581 | 3 598 051 |
| Créances sur la clientèle | 4 978 198 | 2 971 387 | 4 631 644 | 3 947 327 | 15 825 912 | 32 354 469 |
| Titres de créance | 1 170 393 | 421 342 | 516 831 | 4 108 676 | 561 788 | 6 779 031 |
| Créances subordonnées | - | - | - | - | - | - |
| Crédit-bail et assimilé | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 7 586 946 | 3 452 131 | 5 339 411 | 9 710 779 | 16 642 282 | 42 731 550 |
| PASSIF | | | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 1 538 411 | 130 463 | 194 199 | - | - | 1 863 073 |
| Dettes envers la clientèle | 775 951 | 1 317 989 | 2 010 301 | 154 126 | - | 4 258 366 |
| Titres de créance émis | - | 835 000 | 270 000 | 800 000 | 500 000 | 2 405 000 |
| Emprunts subordonnés | - | - | - | 1 500 000 | 500 000 | 2 000 000 |
| TOTAL | 2 314 362 | 2 283 451 | 2 474 499 | 2 454 126 | 1 000 000 | 10 526 439 |

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2016

ÉTAT B21 - VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| Valeurs et sûretés reçues en garantie | Valeur comptable nette | Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés | Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts |
|---------------------------------------|------------------------|---|--|
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | - | - | - |
| Autres titres | - | - | - |
| Hypothèques | - | - | - |
| Autres valeurs et sûretés réelles | 350 | - | - |
| TOTAL | 350 | - | - |

| Valeurs et sûretés données en garantie | Valeur comptable nette | Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus | Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts |
|--|------------------------|---|---|
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | 55 200 | - | - |
| Autres titres | - | - | - |
| Hypothèques | - | - | - |
| Autres valeurs et sûretés réelles | - | - | - |
| TOTAL | 55 200 | - | - |

ÉTAT B24 - VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| BILAN | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|-------------------|-------------------|
| ACTIF : | 2 596 768 | 2 520 023 |
| Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Sce des chèques postaux | 31 755 | 28 146 |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés | 647 690 | 747 905 |
| Créances sur la clientèle | 2 151 989 | 1 731 729 |
| Titres de transaction, de placement et d'investissement | - | - |
| Autres actifs | -324 576 | -78 495 |
| Titres de participation et emplois assimilés | 89 911 | 90 737 |
| Créances subordonnées | - | - |
| Immobilisations données en crédit-bail et en location | - | - |
| Immobilisations incorporelles et corporelles | - | - |
| PASSIF : | 2 596 768 | 2 520 023 |
| Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | - | - |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 1 988 386 | 1 887 953 |
| Dépôts de la clientèle | 623 389 | 631 097 |
| Titres de créance émis | - | - |
| Autres passifs | -15 008 | 973 |
| Provisions pour risques et charges | - | - |
| Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie | - | - |
| Dettes subordonnées | - | - |
| HORS BILAN | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
| Engagements donnés : | 1 600 540 | 1 390 517 |
| Engagements reçus : | 1 510 462 | 1 432 963 |

ÉTAT B25 - MARGE D'INTÉRÊT AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|------------------|------------------|
| INTÉRÊTS PERÇUS | 2 193 710 | 2 295 558 |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 150 708 | 167 075 |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 1 908 102 | 1 963 602 |
| Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | 134 900 | 164 882 |
| INTÉRÊTS SERVIS | 559 795 | 687 207 |
| Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 25 289 | 20 935 |
| Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle | 355 085 | 445 965 |
| Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis | 179 420 | 220 306 |
| MARGE D'INTÉRÊTS | 1 633 915 | 1 608 352 |

ÉTAT B26 - PRODUIT SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|---------------|---------------|
| Titres de placement | - | - |
| Titres de participation | 8 907 | 5 323 |
| Participations dans les entreprises liées | 34 482 | 35 086 |
| Titres de l'activité de portefeuille | - | - |
| Emplois assimilés | - | - |
| TOTAL | 43 389 | 40 409 |

ÉTAT B27 - COMMISSIONS AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| COMMISSIONS | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|----------------|----------------|
| COMMISSIONS PERÇUES : | 310 309 | 292 593 |
| sur opérations avec les établissements de crédit | - | - |
| sur opérations avec la clientèle | 71 723 | 73 569 |
| sur opérations de change | 3 478 | 3 453 |
| relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres | - | - |
| sur produits dérivés | - | - |
| sur opérations sur titres en gestion et en dépôt | 9 598 | 9 655 |
| sur moyens de paiement | 141 455 | 131 672 |
| sur activités de conseil et d'assistance | 1 819 | 2 085 |
| sur ventes de produits d'assurances | 10 438 | 7 074 |
| sur autres prestations de service | 71 799 | 65 085 |
| COMMISSIONS VERSÉES : | 36 125 | 31 304 |
| sur opérations avec les établissements de crédit | - | - |
| sur opérations avec la clientèle | - | - |
| sur opérations de change | 3 427 | 3 670 |
| relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres | - | - |
| sur produits dérivés | - | - |
| sur opérations sur titres en gestion et en dépôt | 1 876 | 2 183 |
| sur moyens de paiement | 30 822 | 25 451 |
| sur activités de conseil et d'assistance | - | - |
| sur ventes de produits d'assurances | - | - |
| sur autres prestations de service | - | - |
| MARGE SUR COMMISSIONS | 274 185 | 261 289 |

ÉTAT B28 - RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| RUBRIQUES | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|----------------|----------------|
| + Gains sur titres de transaction | 77 905 | 40 842 |
| - Pertes sur titres de transaction | 31 272 | 3 218 |
| = Résultat des opérations sur titres de transaction | 46 633 | 37 624 |
| + Plus-values sur cessions des titres de placement | 1 896 | 2 587 |
| + Reprises de prov. pour dépréciation des titres de placement | 3 048 | - |
| - Moins-values de cession sur titres de placement | - | 41 |
| - Dotations de prov. pour dépréciation des titres de placement | 236 | 3 048 |
| = Résultat des opérations sur titres de placement | 4 708 | -502 |
| + Gains sur opérations de change | 80 750 | 74 325 |
| - Pertes sur opérations de change | 1 466 | 1 473 |
| = Résultat des opérations de change | 79 284 | 72 852 |
| + Gains sur produits dérivés | - | - |
| - Pertes sur produits dérivés | - | - |
| = Résultat des opérations sur produits dérivés | - | - |
| = RÉSULTAT GLOBAL | 130 625 | 109 974 |

ÉTAT B29- CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| CHARGES | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|------------------|------------------|
| Charges de personnel | 632 397 | 613 081 |
| Impôts et taxes | 23 695 | 18 480 |
| Charges externes | 352 376 | 338 704 |
| Autres charges générales d'exploitation | 7 323 | 6 150 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles | 133 115 | 127 877 |
| TOTAL | 1 148 907 | 1 104 293 |

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2016

ÉTAT B30 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| AUTRES PRODUITS ET CHARGES | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|------------------|------------------|
| AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES | 10 259 | -3 504 |
| Autres produits bancaires | 167 308 | 121 207 |
| Autres charges bancaires | 157 049 | 124 711 |
| PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES | 3 958 | 2 912 |
| Produits d'exploitation non bancaires | 3 958 | 2 912 |
| Charges d'exploitation non bancaires | - | - |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES | 1 266 683 | 1 065 134 |
| Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en | 676 317 | 843 941 |
| Pertes sur créances irrécouvrables | 261 367 | 156 878 |
| Autres dotations aux provisions | 328 999 | 64 315 |
| REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES | 925 705 | 455 583 |
| Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en | 870 183 | 414 966 |
| Récupérations sur créances amorties | 10 449 | 12 121 |
| Autres reprises de provisions | 45 074 | 28 496 |
| PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS | -32 086 | -89 214 |
| Produits non courants | 1 924 | 14 633 |
| Charges non courantes | 34 010 | 103 848 |

ÉTAT B32 - PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| INTITULÉS | MONTANTS | MONTANTS |
|---|----------------|----------------|
| I - RÉSULTAT NET COMPTABLE | 205 070 | |
| . Bénéfice net | 205 070 | |
| . Perte nette | | |
| II - RÉINTEGRATIONS FISCALES | 569 626 | |
| 1- Courantes | 567 816 | |
| - Impôt sur les sociétés | 271 312 | |
| - Pénalités | 1 | |
| - Amendes fiscales | 264 | |
| - Dons et subventions | 475 | |
| - Cadeaux et articles | 1 529 | |
| - Amortissement Véhicules | 201 | |
| - Dotation provision pour engagements sociaux | 2 372 | |
| - Dotation provision pour risques généraux | 291 662 | |
| 2- Non courantes | 1 810 | |
| - Autres pertes exceptionnelles | 1 810 | |
| III - DÉDUCTIONS FISCALES | | 55 973 |
| 1- Courantes | | 55 973 |
| - Revenu du Portefeuille / Titres | | 43 389 |
| - Reprise provision pour risques généraux | | 12 584 |
| 2. Non courantes | | - |
| TOTAL | 774 696 | 55 973 |
| IV - RÉSULTAT BRUT FISCAL | | 718 723 |
| . Bénéfice brut si T1 > T2 (A) | | 718 723 |
| . Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B) | | |
| V - REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C) (1) | | |
| . Exercice n-4 | | |
| . Exercice n-3 | | |
| . Exercice n-2 | | |
| . Exercice n-1 | | |
| VI - RÉSULTAT NET FISCAL | | 718 723 |
| . Bénéfice net fiscal (A - C) | | 718 723 |
| OU | | |
| . Déficit net fiscal (B) | | |
| VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS | | |
| VIII - CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER | | |
| . Exercice n-4 | | |
| . Exercice n-3 | | |
| . Exercice n-2 | | |
| . Exercice n-1 | | |

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

ÉTAT B33- DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 31 DÉCEMBRE 2016

(En milliers de DH)

| I. DÉTERMINATION DU RÉSULTAT | MONTANTS |
|---|-----------|
| . Résultat courant d'après le compte de produits et charges | 508 468 |
| . Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+) | 567 816 |
| . Déductions fiscales sur opérations courantes (-) | 55 973 |
| . Résultat courant théoriquement imposable (=) | 1 020 311 |
| . Impôt théorique sur résultat courant (-) | 377 515 |
| . Résultat courant après impôts (=) | 642 796 |

II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES

ÉTAT B34 - DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE DU 01/01/2016 AU 31/12/2016

(En milliers de DH)

| NATURE | Solde au début de l'exercice 1 | Opérations comptables de l'exercice 2 | Déclarations TVA de l'exercice 3 | Solde fin d'exercice (1+2-3 =4) |
|--|--------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|
| A. TVA collectée | 29 038 | 238 326 | 238 339 | 29 025 |
| B. TVA à récupérer | 15 662 | 83 835 | 83 317 | 16 181 |
| . Sur charges | 16 684 | 70 591 | 70 223 | 17 052 |
| . Sur immobilisations | -1 024 | 13 245 | 13 094 | -873 |
| C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B) | 13 376 | 154 491 | 155 023 | 12 844 |

ÉTAT C4- DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1) : 31 décembre 2016

. Date d'établissement des états de synthèse (2) : 01 Février 2017

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

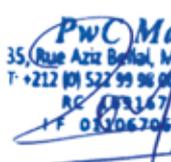
II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ÈRE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

| Dates | Indications des événements |
|-------|----------------------------|
| | . Favorables |
| | . Défavorables |

N E A N T

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2016

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES SOCIAUX)

| | |
|---|--|
|  <p>47, rue Allal Ben Abdellah 20 000 Casablanca Maroc</p> |  <p>35, Rue Aziz Bellal Maârif 20 330 Casablanca Maroc</p> |
| CREDIT DU MAROC | |
| ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DU BILAN ET DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES | |
| <p>En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Du Maroc comprenant le bilan et le compte de produits et charges relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 6.191.021, dont un bénéfice net de KMAD 205.070, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.</p> | |
| <p>Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.</p> | |
| <p>Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la banque arrêtés au 31 décembre 2016, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.</p> | |
| <p>Casablanca, le 13 février 2017</p> | |
| Les Commissaires aux Comptes | |
| <p>Fidaroc Grant Thornton</p>  <p>FIDAROC GRANT THORNTON Membre du Réseau Grant Thornton International 47, Rue Ben Abdellah - Casablanca Tél: 0522 54 48 70 - Fax: 05 22 29 88 74</p> <p>Rachid Boumechraz Associé</p> | <p>PwC Maroc</p>  <p>PwC Maroc SARL 35, Rue Aziz Bellal, Maârif 20330 - Casablanca T: +212 (0) 522 99 98 00 - Fax: +212 (0) 522 23 88 70 RC 093167 TP: 35772761 IF 08206706 - CNSS 7567045 A1</p> <p>Mohamed Rqibate Associé</p> |



مصرف المغرب
CRÉDIT DU MAROC

Toute une banque pour vous